



Montée, chute et éventuelle mutation d'ISIS au Maghreb

Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°178 | 24 juillet 2017

Traduit de l'anglais

Siège

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Bruxelles, Belgique

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Les combattants étrangers maghrébins d'ISIS	2
A. Chiffrer le nombre de combattants étrangers maghrébins	2
B. Facteurs d'incitation et de dissuasion des combattants étrangers.....	4
1. Un marché pour le radicalisme révolutionnaire ?	4
2. Vides sécuritaires et contextes politiques favorables.....	5
3. Réseaux préexistants et lieux de radicalisme.....	8
III. ISIS cible le Maghreb	12
A. Libye : la tête de pont.....	12
1. Derna et Benghazi	13
2. Syrte.....	14
3. Les efforts déployés contre ISIS en Libye	18
4. ISIS après Syrte	20
B. Tunisie : discréditer les politiques démocratiques.....	21
C. Algérie : les dissidents d'AQMI.....	24
D. Maroc : à l'abri pour l'instant	26
IV. Leçons du passé, perspectives d'avenir	28
A. Conflit et chaos sont le terreau d'ISIS	28
B. Sécurité accrue	30
C. Contrôle du discours religieux par l'Etat ?	31
D. Collaboration régionale	32
E. Penser l'après-ISIS au Maghreb	34
V. Conclusion	36
ANNEXES	
A. A propos de l'International Crisis Group	37
B. Rapports et briefings de Crisis Group sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis 2014.....	38
C. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	40

Synthèse

Le déclin prononcé que connaît l'Etat islamique (ISIS) s'accompagne d'importantes leçons et de menaces persistantes. Ce constat s'applique aux quatre pays du Maghreb couverts par le présent rapport, l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie, qui constituent un microcosme de l'identité, de la trajectoire et des revirements de fortune d'ISIS à ce jour. Ces pays possèdent deux titres de gloire encombrants : ils sont un vivier important de combattants étrangers d'ISIS et ils constituent, dans le cas de la Libye, le lieu de la première conquête territoriale réussie d'ISIS en dehors de l'Irak et de la Syrie. Or le vivier se tarit, jusqu'à un certain point, et la province libyenne du califat n'est plus. Mais les nombreux facteurs qui ont permis l'ascension d'ISIS persistent. Expliquer les raisons des avancées d'ISIS sur différents terrains est un exercice qui pourrait s'avérer imprécis et risqué. En revanche, il semble assez évident que mettre fin à l'anarchie et à la fragmentation de la Libye ; renforcer les capacités des Etats à canaliser la colère face au comportement prédateur des élites et à assurer une gouvernance réactive ; avancer prudemment en cherchant à régenter le discours religieux ; et améliorer la coopération régionale et internationale en matière de lutte contre le terrorisme contribuerait grandement à faire en sorte que le succès de la lutte contre ISIS ne soit pas éphémère.

Les opérations d'ISIS au Maghreb mettent en valeur ses trois principales fonctions : agence de recrutement pour les militants disposés à se battre pour son califat en Irak et en Syrie ; groupe terroriste mettant sur pied des attaques sanglantes contre des civils ; et organisation militaire cherchant à exercer des fonctions de contrôle territorial et de gouvernance. Dans ce sens, et même si ISIS n'a pas fait du Maghreb son terrain de prédilection, pour aucune de ces trois activités, son fonctionnement dans la région et la façon dont les Etats ont réagi à son essor, nous en disent long sur l'organisation.

Aux yeux d'une grande partie du monde, la Tunisie est connue pour la réussite relative de sa transition démocratique autant que par le fait qu'elle affiche le taux par habitant le plus élevé de personnes qui rejoignent ISIS pour se battre hors du pays. Cette distinction douteuse a provoqué de la perplexité, tout comme, dans une moindre mesure, la capacité d'ISIS à recruter des combattants étrangers dans les pays voisins. Comme l'a mentionné un précédent rapport de Crisis Group sur ISIS, *Exploiter le chaos*, les raisons des succès d'ISIS dans certaines régions et de ses échecs dans d'autres se déroberont à toute explication simple.

Néanmoins, sa capacité à recruter dans ces pays laisse entendre qu'une série de facteurs ont créé des conditions plus favorables : l'exigence d'un discours et d'une pratique de contre-pouvoir et presque révolutionnaires, en particulier chez les jeunes qui considèrent que les injustices structurelles sont la cause de leur misère relative (surtout en Tunisie) ; un appareil sécuritaire en déroute (Libye et Tunisie) ; l'ascension et l'instauration ensuite d'une forme plus politique et pragmatique de l'islamisme (Tunisie) ; la présence de réseaux préexistants de type jihadiste ou militant (Libye, Tunisie et Maroc) ; et le manque de coordination régionale ou internationale, ou, pire encore, le soutien, par des acteurs régionaux, de groupes rivaux (Libye). Des progrès

ont été réalisés en vue de régler plusieurs de ces questions, mais pas toutes, et très probablement pas de façon durable.

Un grand nombre de ces facteurs pourraient expliquer qu'ISIS ait choisi de cibler la Tunisie et d'y mener de nombreux attentats terroristes de grande ampleur en 2015 et 2016. Sa propagande mettait l'accent sur le sentiment d'injustice partagé par de larges couches de la population, en particulier celles des régions marginalisées et des périphéries urbaines pauvres qui se heurtent le plus souvent à la brutalité des autorités, à la corruption et à l'exclusion sociale. ISIS semblait également déterminé à perturber la transition démocratique fragile et contestée du pays, à tirer parti de la désorganisation des forces de sécurité et à jouer sur l'impression de certains islamistes qui estimaient que la transition avait trahi leurs aspirations et que les forces laïques avaient imposé le compromis scandaleux des islamistes politiques.

La Libye présente un autre éclairage, plus parlant encore. L'instabilité résultant de l'insurrection, la fragmentation du pays qui en a découlé, la lutte entre les puissantes milices et l'ingérence teintée de rivalité de divers acteurs régionaux ont créé un contexte propice, non seulement au recrutement, mais aussi à l'expansion territoriale d'ISIS. La Libye a illustré ce que l'Irak et la Syrie avaient démontré : l'instabilité est le terreau du jihadisme et non sa conséquence. Le fait que les forces libyennes aient pu, avec l'aide de l'Occident, évincer ISIS de Syrte montre qu'une force militaire supérieure peut vaincre l'organisation, une réalité qui a également été mise en évidence à Mossoul, en Irak, et le sera bientôt à Raqqa, en Syrie. Cependant, le fait que ces victoires n'aient pas contribué à résoudre les problèmes qui ont facilité l'émergence d'ISIS peut susciter des inquiétudes légitimes.

Ce qui ressort de l'expérience maghrébine, c'est que les réponses des Etats axées sur la sécurité et les mesures militaires peuvent fonctionner. ISIS a surtout été battu en brèche en Libye et les solides services de sécurité de l'Algérie et du Maroc ont réussi à contenir son ascension à l'intérieur de leurs frontières. Mais ces réponses ont leurs limites et il faut également prêter attention aux aspects suivants :

- ❑ Résoudre le conflit libyen ou, du moins, diminuer la fragmentation du pays, pour éviter que les derniers membres d'ISIS encore présents ne se regroupent à l'intérieur du pays ou ne l'utilisent comme un tremplin pour attaquer des Etats fragiles de la région ;
- ❑ Accroître la capacité et la volonté politique des élites au pouvoir à faire face aux revendications locales et aux conflits latents de manière inclusive afin d'éviter que les populations, et en particulier les jeunes qui estiment que leur pauvreté et leur marginalisation sont fonction des iniquités structurelles et de l'enrichissement personnel des élites corrompues et brutales, ne se tournent vers des solutions violentes ;
- ❑ Résister à la tentation de trop règlementer la sphère religieuse en vue de combattre le jihadisme ; permettre plutôt l'expression de formes religieuses non violentes de contestation ; et

- Renforcer la coopération régionale et internationale contre le terrorisme et, dans le cas de la Libye en particulier, mettre un terme à l'intense bras de fer régional entre l'Egypte et les Emirats arabes unis (EAU) d'une part, et le Qatar et la Turquie d'autre part.

La défaite probable d'ISIS dans la région et au-delà donnera lieu à une période de répit relatif, mais aussi à de nouvelles menaces des membres restants du groupe. Par le passé, d'autres vagues de jihadisme transnational ont déjà subi des transformations ou subsisté sous la forme de nuisances gérables pendant de nombreuses années jusqu'à l'apparition de nouvelles occasions de se développer. Dans l'ensemble, le Maghreb a fait preuve d'une bonne capacité de résilience étatique, mais des tensions persistent au sein des sociétés et de leurs élites, ainsi qu'entre elles. Il est également entouré d'Etats fragiles au sud. Pour éviter une nouvelle vague, la région devra en priorité apaiser et canaliser les tensions pour éviter qu'elles ne donnent lieu à des violences et ne pas se contenter d'appliquer des mesures de sécurité à posteriori.

Rabat/Alger/Tripoli/Tunis/Bruxelles, 24 juillet 2017

Montée, chute et éventuelle mutation d'ISIS au Maghreb

I. Introduction

Depuis sa création en 2013, l'Etat islamique (ISIS) a largement recruté au Maghreb et a cherché à renforcer sa présence de multiples façons, que ce soit en créant des cellules de recrutement et de cellules opérationnelles ou en s'appropriant et en administrant des territoires.¹ En Libye, profitant de l'anarchie et du vide sécuritaire créés par le conflit qui a commencé au milieu de l'année 2014, ISIS a mis en œuvre la première extension de sa stratégie de territorialisation en dehors de l'Irak et de la Syrie. En Tunisie, il a organisé des attaques spectaculaires visant à saper la transition démocratique et a tenté, en vain, de prendre le contrôle d'une partie du territoire. Dans l'ouest de la Tunisie et l'est de l'Algérie, certains de ses affiliés, parfois issus de groupes jihadistes précédemment liés à al-Qaeda, mènent une guérilla de faible intensité dans des zones montagneuses difficiles d'accès. Au Maroc, ses opérations ont échoué, mais il est parvenu à recruter des centaines de personnes.

Le nombre relativement élevé de combattants maghrébins qui ont rejoint ISIS, en particulier à partir de la Tunisie et du Maroc, et la réussite de son implantation en Libye, ont fait craindre en 2014-2015 que le groupe puisse s'installer davantage au Maghreb et déstabiliser une région à la croisée de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Depuis lors, ISIS a cependant essuyé des revers dans ses principaux territoires au Levant et au Maghreb face aux Etats de la région, à divers acteurs infra-étatiques et aux puissances internationales. Le défi consiste aujourd'hui à tirer parti de ces revers, notamment l'élimination probable d'une grande partie des dirigeants d'ISIS aux niveaux local et mondial, pour veiller à ce qu'il n'ait pas la possibilité de se regrouper ou de muer en un nouveau type de menace.

Le présent rapport, qui se fonde sur le travail de terrain de Crisis Group au Maghreb depuis 2011 et une recherche plus ciblée menée depuis 2015, vise à replacer l'évolution d'ISIS dans la région et la réaction qu'il suscite dans son contexte, en mettant en lumière d'où provient le groupe, comment il s'est adapté à diverses situations locales, et l'efficacité avec laquelle les Etats et les acteurs non étatiques y ont réagi. Il évalue d'abord le phénomène des combattants étrangers du Maghreb qui rejoignent ISIS en dehors de leur pays, puis examine l'expansion d'ISIS au Maghreb et les politiques menées par les Etats de la région pour le contrer. Enfin, ce rapport propose des principes pour consolider les acquis dans la lutte contre ISIS et résoudre certains conflits violents sous-jacents ou tensions politiques et sociales qui créent un environnement propice au recrutement jihadiste.

¹ Aux fins du présent rapport, le Maghreb comprend l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. L'Egypte et la Mauritanie ne sont pas couverts par cette définition.

II. Les combattants étrangers maghrébins d'ISIS

A. Chiffrer le nombre de combattants étrangers maghrébins

Depuis le début de l'insurrection syrienne en 2011, des dizaines de milliers d'individus ont rejoint des groupes rebelles en Syrie.² Il est estimé que 36 500 d'entre eux ont fini par rejoindre l'Etat islamique (ISIS) et d'autres groupes jihadistes lorsqu'ils se sont imposés comme des acteurs majeurs du conflit, notamment après 2013. La plupart de ces combattants étrangers sont issus du monde arabe et près de 8 000 viennent des quatre pays du Maghreb (contre 6 600 des pays occidentaux), bien que ces chiffres soient des estimations et donc par nature incertains.³ Par ailleurs, les pays européens qui comptent une forte population d'immigrants d'origine maghrébine, comme la France et la Belgique, ont également vu partir un nombre élevé de volontaires à double nationalité, principalement vers la Syrie qui, à un certain moment de leur trajet, y ont rejoint ISIS.⁴ Les combattants maghrébins ont joué un rôle important dans l'organisation, rôle particulièrement notable si l'on considère la distance qui sépare leurs pays d'origine du principal théâtre de conflits d'ISIS.

La situation varie beaucoup d'un pays du Maghreb à l'autre. En comparaison avec tous les autres pays, la Tunisie est le pays dont le taux de combattants étrangers par habitant est le plus élevé (6 000 individus, soit 545 par million d'habitants, même si ce chiffre est probablement exagéré)⁵, ce qui représente, en termes relatifs et absolus, bien plus que les pays les plus proches du théâtre de conflit initial d'ISIS (Arabie saoudite, Russie, Turquie et Jordanie, qui fournissent le plus grand nombre de combattants étrangers à ISIS après la Tunisie, soit environ 2 000 à 2 500 chacun) et que les autres principales sources de combattants maghrébins que sont le Maroc (1 623 personnes selon les autorités marocaines, ou 46 par million d'habitants, auxquels

² « Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community », témoignage du directeur des renseignements national, James Clapper, devant la commission des services armés du Sénat américain, 9 février 2016.

³ Le nombre exact des combattants étrangers d'ISIS est contesté. Cela est dû en partie au fait que les chiffres restent statiques pendant de longues périodes et ne semblent pas toujours refléter les taux d'abandon et les « revenants », et en partie parce qu'ils incluent probablement des combattants étrangers qui ont rejoint d'autres groupes qu'ISIS. Le présent rapport utilise les données officielles fournies par les gouvernements, généralement validées par d'autres sources allant des estimations des services de renseignement aux analyses universitaires. Les études visant à déterminer le poids des différentes nationalités parmi les combattants étrangers d'ISIS ont généralement privilégié des ensembles de données nécessairement limitées, quoique substantielles (documents administratifs d'ISIS) qui tendent à confirmer l'analyse des Etats. Une de ces études révèle que 50,83 combattants par million de citoyens sont issus de Tunisie, contre 18,74 d'Arabie saoudite (le nombre le plus élevé après la Tunisie), 13,90 de Libye, 7,08 du Maroc et 1 d'Algérie). Voir « The Caliphate's Global Workforce: An Inside Look at the Islamic State's Foreign Fighter Paper Trail », Brian Dodwell, Daniel Milton et Don Rassler, Combating Terrorism Center at Westpoint, avril 2016. Entretiens de Crisis Group, responsables et experts libyens, tunisiens, algériens et marocains, Tripoli, Tunis, Alger, Rabat, septembre 2016-février 2017.

⁴ Alex P. Schmid et Judith Tinnés, « Foreign (Terrorist) Fighters with IS: A European Perspective », International Center for Counter-Terrorism, décembre 2015.

⁵ Un responsable de la sécurité tunisienne a laissé entendre que le chiffre de 6 000 avait été initialement invoqué par les services de sécurité de son pays pour obtenir un soutien de l'Occident. Entretien de Crisis Group, Tunis, février 2015.

s'ajoutent environ 2 000 Marocains ayant aussi une nationalité européenne) et la Libye (environ 600 individus, soit 100 par million d'habitants). L'Algérie est une exception régionale, avec un très petit nombre de combattants partis à l'étranger (78 individus, soit moins de 2 par million d'habitants, même si environ 200 autres possèdent une deuxième nationalité et sont venus d'Europe).

Ces chiffres sont, au mieux, approximatifs, mais ils se sont imposés, surtout dans le cas de la Tunisie, dans les médias et le récit officiel car ils représentent un problème spécifique au Maghreb. En outre, compte tenu de ces chiffres relativement faibles, même en Tunisie, il est dangereux de rechercher de larges explications sociétales lorsque les circonstances personnelles, l'intensité des efforts déployés par ISIS ou un autre facteur pourraient avoir contribué à attirer des individus dans l'organisation.

Tout en gardant ces réserves à l'esprit, il reste néanmoins probable que les niveaux de recrutement d'ISIS dans un pays donné soient le reflet de multiples facteurs : le contexte politique et sécuritaire ; la présence de réseaux jihadistes préexistants ; l'importance des attentes vis-à-vis d'un discours et d'une pratique de contre-pouvoir, presque révolutionnaire ; des histoires locales particulières, etc. Dans le contexte de l'effondrement du régime libyen en 2011, il est plus compréhensible que de nombreux Libyens soient allés grossir les rangs des combattants étrangers. De même, les chiffres élevés de la Tunisie, bien que surprenants, s'expliquent vraisemblablement par un ressentiment marqué et assumé envers l'Etat, ainsi que par un réel bouleversement révolutionnaire associé à de multiples formes de marginalisation et d'exclusion sociale.⁶

Le Maroc constitue également un cas surprenant : en dépit d'un régime largement perçu comme légitime par la population, d'un Etat fort qui contrôle totalement son territoire et d'un secteur de la sécurité extrêmement efficace, le nombre de ses citoyens partis se battre en Syrie entre 2011 et 2016 est supérieur au nombre total de combattants étrangers marocains depuis la première vague de combattants arabes partis se battre en Afghanistan dans les années 1980. Les raisons demeurent obscures, mais d'aucuns en concluent que la stabilité apparente du pays occulte une frustration socio-économique et le souhait d'une partie de la population, dont seule une infime portion s'est rendue en Syrie, de voir émerger un radicalisme politique qui ne peut être satisfait qu'à l'étranger.⁷

Cependant, le très faible taux de combattants étrangers de l'Algérie est peut-être le plus étonnant de tous compte tenu de l'histoire du pays. Un expert algérien relève cette anomalie, supposant qu'elle peut s'expliquer, du moins en partie, par un traumatisme national encore récent :

Avant, les Algériens étaient en tête par rapport aux Marocains et aux Tunisiens, maintenant, pour la première fois, ils ont le taux de combattants étrangers le plus bas. La confrontation avec des groupes armés islamistes date de 1992. Au total, 200 000 personnes ont été tuées. Après 25 ans de guerre, il n'est plus aussi

⁶ Valentina Colombo, « Multiple Layers of Marginalization as a Paradigm of Tunisian Hotbeds of Jihadism », in *Jihadist Hotbeds: Understanding Local Radicalization Processes*, Italian Institute for International Political Studies, 2016.

⁷ Entretien de Crisis Group, chercheur spécialiste des mouvements islamistes marocains, Rabat, novembre 2016.

attractif de rallier les groupes armés islamistes. La réserve de recrutement des extrémistes s'est tarie.⁸

Pour de nombreux observateurs, ce nombre peu élevé s'explique par le fait que les stratégies de déradicalisation (ainsi que les politiques impitoyables pour éliminer ou chasser les individus récalcitrants) adoptées lors de la mise en œuvre de la Concorde civile, après la fin de l'insurrection islamiste en 1999, et qui comprenaient une amnistie pour les anciens membres de groupes islamistes qui avaient combattu l'Etat, ont fonctionné (en dépit des effets négatifs qu'elles pourraient avoir eus par ailleurs).⁹

Pour rendre compte du nombre relatif des diverses nationalités au sein d'ISIS, il est également important de garder à l'esprit que de nombreuses recrues avaient rejoint le groupe, lors de son émergence en 2013, à partir de la Syrie et non de leur pays d'origine. Le recrutement d'ISIS s'est en bonne partie déroulé sur un champ de bataille et non à domicile, ce qui permet d'établir des liens importants entre le phénomène des combattants étrangers de 2011-2013 (lorsque de nombreux Etats arabes et occidentaux avaient soutenu, minimisé ou ignoré le phénomène) et la période 2013-2016 de l'ascendance d'ISIS.¹⁰ Ce recrutement s'est opéré de façon groupée, car les combattants de certains pays s'étaient déjà largement organisés en brigades de même nationalité, à l'instar de Harakat al-Sham, une unité comprenant quelque 800 Marocains qui fournissaient des combattants déjà bien formés au groupe ou de Kati-ba al-Battar al-Libi, un groupe libyen.

B. *Facteurs d'incitation et de dissuasion des combattants étrangers*

1. Un marché pour le radicalisme révolutionnaire ?

Au Maghreb comme ailleurs, l'émergence d'ISIS a déclenché un deuxième pic de départs pour la Syrie (et désormais pour l'Irak également) après celui de 2011-2013.¹¹ Abou Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé d'ISIS, pourrait se vanter non seulement d'avoir remporté des victoires militaires spectaculaires là où de nombreux autres représentants des communautés sunnites en Irak et des rebelles syriens (pour la plupart sunnites) avaient échoué, mais aussi d'avoir innové en termes de communication. Les vidéos enregistrées par les combattants tunisiens ou marocains d'ISIS relatant les exploits du « califat » et les récompenses qui attendaient ceux qui l'ont rallié ont contribué à attirer de nouvelles recrues.¹² Les jihadistes eux-mêmes étaient séduits par la forme du message et par son contenu :

⁸ Entretien de Crisis Group, Djallil Lounnas, universitaire, Alger, septembre 2016.

⁹ Entretien de Crisis Group, Yahia Zoubir, universitaire, Alger, septembre 2016.

¹⁰ La création d'ISIS a officiellement été annoncée en avril 2013 par Omar al-Baghdadi comme une fusion de l'Etat islamique en Irak et du Front el-Nosra, opérant en Syrie sous la direction de Mohammed al-Julani. Ce dernier a rejeté la fusion et a été soutenu par le dirigeant d'al-Qaeda, Ayman al-Zawahri dans le conflit de juillet 2013, ce qui a entraîné une rivalité entre al-Qaeda et ISIS qui a eu des répercussions mondiales pour les groupes jihadistes.

¹¹ Le nombre de combattants étrangers en Syrie aurait au moins doublé entre 2014 et 2015, en grande partie du fait de l'émergence d'ISIS. Voir « Foreign Fighters: An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq », The Soufan Group, 8 décembre 2015.

¹² Entretiens de Crisis Group, chercheurs spécialistes d'ISIS, Rabat et Tunis, octobre-décembre 2016.

Les vidéos de Zawahri sont ennuyeuses, tandis que celles de Baghdadi sont une source d'inspiration. Pour les partisans d'ISIS, Baghdadi agit de façon concrète, contrôle des territoires, défie le monde entier, et ce contrairement aux vieux érudits d'al-Qaeda qui apparaissent dépassés.¹³

Dans le cas tunisien, un analyste de la lutte contre le terrorisme régional évoque un désir de radicalisme :

Il y a beaucoup de Tunisiens car, ayant renversé leur propre dictateur, ils pensent que c'est leur devoir d'en faire autant [en Syrie], ce sont les Che Guevara modernes. Il en est de même pour les Libyens.¹⁴

Selon cette analyse, ceux qui ont été déçus par les maigres retombées de la transition démocratique (en particulier sur le plan économique) auraient cherché la gloire et la richesse avec le nouveau groupe, abandonnant l'ambiance générale de compromis politique pour alimenter de façon plus radicale la première flamme révolutionnaire de 2011. La même dynamique a pu être observée au Maroc avec un petit nombre d'adhérents du mouvement du 20 février qui, lorsque le mouvement s'est épuisé à la fin 2011, ont cherché une alternative et ont vu en ISIS la possibilité de mener une action vraiment radicale qui pourrait s'imposer là où le réformisme avait échoué.¹⁵

2. Vides sécuritaires et contextes politiques favorables

La débâcle générale du système de sécurité et la chute des régimes de Ben Ali et de Kadhafi ont joué un rôle important en permettant à de nombreuses personnes de Libye et de Tunisie d'aller à l'étranger, en nombres plus élevés que les précédentes vagues de combattants étrangers et en puisant dans un vivier de recrutement plus sociologiquement diversifié. Les appareils sécuritaires des deux pays se sont effondrés ou n'ont guère réussi à fonctionner correctement pendant une longue période. Les services de renseignement et de sécurité, jadis redoutés, ont perdu la capacité de surveiller les groupes militants même lorsqu'ils sortaient de la clandestinité et cherchaient à s'imposer dans la sphère politique (et dans le cas de la Libye, également dans la sphère militaire). L'autorité de l'Etat a été affaiblie et la capacité de recueillir des informations et d'agir a été ébranlée.

Même les gouvernements des pays qui n'avaient pas connu de changement de régime avaient préféré que les individus enclins à la violence partent à l'étranger plutôt que de les voir rester au pays. L'Algérie et le Maroc avaient déjà élaboré des politiques de lutte contre les mouvements jihadistes en réaction à des crises internes de portée différente, à savoir les insurrections dévastatrices des années 1990 en Algérie et les attentats de Casablanca en 2003 pour le Maroc. Ils avaient connu quelques succès en cooptant et en « déradicalisant » les salafistes jihadistes ou en exécutant, emprisonnant et poussant à l'exil les non-repentis. Les services de sécurité n'étaient

¹³ Entretien de Crisis Group, David Thomson, journaliste, Tunis, février 2016.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, chercheur algérien sur le jihadisme régional, Alger, septembre 2016.

¹⁵ Entretien de Crisis Group, ancien membre du mouvement du 20 février devenu partisan d'ISIS, par Facebook, septembre 2016.

pas affaiblis, ils avaient en effet été renforcés au cours des décennies précédentes, en particulier en pour mieux comprendre voire infiltrer les groupes jihadistes.¹⁶

Au Maroc, où le mouvement de protestation du 20 février n'a jamais sérieusement menacé une monarchie qui avait habilement, et rapidement, proposé des réformes constitutionnelles, la stabilisation de la politique intérieure, et au besoin l'exportation de toute menace jihadiste, était néanmoins une priorité. Comme l'a indiqué un des manifestants marocains de ces protestations devenu, plus tard en prison, un partisan d'ISIS :

Au début, les pays arabes ont autorisé les voyages, et plusieurs notables religieux ont édicté des *fatwas* permettant le jihad en Syrie. Cela a aidé les jeunes à s'y rendre car les Etats arabes misaient sur le renversement du régime d'Assad et sur le rassemblement de tous les jihadistes à un seul endroit en vue de les détruire tous.¹⁷

En d'autres termes, le revers de ces mesures de sécurité était qu'elles fermaient les yeux sur le départ à l'étranger des candidats au jihad, car cela permettait de se débarasser d'eux et d'offrir un exutoire aux salafistes jihadistes locaux en leur donnant l'occasion de se battre à l'étranger.

Certains analystes font valoir qu'un facteur inédit, du moins dans les pays qui ont subi un changement de régime, a été l'influence politique des islamistes dont la solidarité avec les rebelles syriens (évoquée par de nombreuses capitales occidentales ainsi que par les Etats du Golfe) se manifestait beaucoup plus ouvertement que cela n'aurait pu être envisageable sous les régimes déchus. En Tunisie par exemple, le recrutement d'Ansar el-Charia a été toléré par le gouvernement de la troïka (2011-2013) dirigé par le parti islamiste An-Nahda aux côtés des partis non islamistes Ettakatol et Congrès pour la République.¹⁸ Cela s'est produit en dépit de leur opposi-

¹⁶ Pour un compte rendu positif des efforts déployés par le Maroc en matière de lutte contre le terrorisme, voir Kei Nakagawa, El Mostafa Rezrazi et Shoji Matsumoto (eds.), *Le Livre gris du terrorisme : au cœur de la coopération sécuritaire Maroc-Europe* (Paris, 2015). La plupart des experts de la stratégie antiterroriste du Maroc brossent un tableau beaucoup plus nuancé, bien que la pénétration par les services de renseignement marocains des mouvements radicaux dans la région et en Europe soit largement reconnue. Entretiens de Crisis Group, experts marocains et européens, septembre 2016-mars 2017.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, partisan marocain d'ISIS, par Facebook, septembre 2016. L'idée que le Maroc ait fermé les yeux sur ses ressortissants partis se battre en Syrie en 2011-2013 est également reprise par des experts du milieu salafiste marocain et des responsables européens du renseignement. Entretiens de Crisis Group, Rabat, octobre 2016-mars 2017.

¹⁸ Entretiens de Crisis Group, membres des forces de sécurité, Tunis, 2015-2016 ; responsables politiques de la troïka, Tunis, 2013. En janvier 2017, après un débat lancé par la société civile sur le retour des jihadistes tunisiens des zones de conflit, le parlement tunisien a voté en faveur de la création d'une commission d'enquête sur le recrutement des jihadistes. La commission, composée de 22 députés, a commencé ses travaux en février 2017. Certains députés se sont rendus en Syrie pour mener des enquêtes et interroger des responsables et des ministres de l'ère de la troïka à ce sujet. Ces travaux sont politiquement controversés, d'autant plus qu'ils relancent les accusations communes portées par les anti-islamistes selon lesquelles An-Nahda était de connivence avec Ansar el-Charia entre 2011 et 2013. Certains députés des partis opposés à la coalition au pouvoir se sont alignés sur l'axe anti-islamiste régional dirigé par l'Egypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis et ont cherché à utiliser la commission pour relancer la polarisation anti-islamiste.

tion déclarée aux jihadistes et à leurs luttes intellectuelles contre ces derniers, assurant ainsi une certaine couverture (en les encourageant activement ou en fermant les yeux) aux réseaux de recrutement de combattants étrangers antérieurs à ISIS. Ce recrutement donnait une légitimité politique et religieuse aux voyages entrepris pour combattre le régime d'Assad, ce qui a vraisemblablement contribué à banaliser des éléments de la dialectique jihadiste.¹⁹ Bien que la vaste majorité des combattants étrangers tunisiens en Syrie aient rejoint les rebelles (qu'ils soient jihadistes ou non), certains se sont également battus aux côtés du régime, ce qui montre à quel point les Tunisiens appliquaient souvent leur grille de lecture nationale au conflit syrien, et le concevait comme une extension de la polarisation entre les islamistes et les anti-islamistes qu'ils avaient connue dans leur pays.²⁰

Le recrutement de combattants étrangers pour divers groupes opérant en Syrie au cours de cette période antérieure à ISIS (mené notamment par des groupes salafistes comme Ansar el-Charia) a également été facilité par les ambassades en Tunisie des pays soutenant les rebelles syriens ainsi que des organismes de bienfaisance religieux financés par le Golfe.²¹ Les enquêtes menées au cours de la période 2011-2013 laissent présumer qu'en Tunisie au moins, des réseaux locaux et internationaux soutenant l'envoi de combattants étrangers vers divers groupes syriens (jihadistes et non-jihadistes) intervenaient au niveau logistique, en facilitant la délivrance de passeports, en subventionnant les frais de voyage, en recrutant dans les prisons, etc.²² Compte tenu de l'absence de contrôles à l'aéroport international de Tunis, du fait que les Tunisiens (tout comme les Marocains) n'avaient pas besoin de visa pour se rendre en Turquie et du coût modique du voyage, il était relativement facile d'atteindre la Syrie. Bien que ce type de recrutement ait majoritairement pris fin en 2013 après l'émergence d'ISIS et que le Conseil de sécurité de l'ONU ait inscrit le Front al-Nosra sur la liste des organisations terroristes, il a contribué à la création du grand vivier des combattants tunisiens présents en Syrie, dont beaucoup se sont retrouvés aux côtés d'ISIS.

¹⁹ En sanctionnant par exemple l'idée du jihad contre le régime d'Assad lors d'un rassemblement majeur d'islamistes (en majorité salafistes) au Caire en juin 2013, un appel approuvé par le président égyptien Mohammed Morsi qui sera bientôt renversé. Beaucoup dans le milieu salafiste et jihadiste considèrent l'événement du Caire comme un feu vert officiel majeur pour se rendre en Syrie. Entretiens de Crisis Group, chercheurs spécialistes des mouvements islamistes, Rabat, novembre 2016.

²⁰ La brigade de Mohammed Brahmi, un groupe totalement tunisien qui doit son nom au responsable politique de gauche assassiné par Ansar el-Charia en juillet 2013, est intégrée à la Garde nationaliste arabe pro-Assad active dans la région du grand Damas, par exemple.

²¹ Entretiens de Crisis Group, responsables de la sécurité, Tunis, 2015-2016. Le président de la commission d'enquête sur les réseaux de recrutement dans les zones de conflit a déclaré lors d'un entretien radiophonique que des pays étrangers aidaient les recrues à atteindre les zones de conflit. Voir « Héla Omrane : Des pays étrangers impliqués dans l'envoi des Tunisiens dans les zones de tension », *businessnews.com.tn*, 11 juillet 2017.

²² Entretiens de Crisis Group, chercheur à l'Institut tunisien des études stratégiques, Tunis, juillet 2013 ; experts en sécurité, journalistes, Tunis, mai 2017. Les efforts des autorités visant à examiner le recrutement de jihadistes en Tunisie ont été restreints, tout récemment par la révocation du président de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur le phénomène. Voir Rebecca Chaouch, « Tunisie – Leïla Chettaoui : “Depuis le début, la commission parlementaire sur les filières jihadistes dérange” », *Jeune Afrique*, 29 mai 2017.

3. Réseaux préexistants et lieux de radicalisme

Les individus qui cherchaient dans un premier temps à se battre en Syrie et qui ont fini par constituer une « quatrième vague » de violence jihadiste transnationale ont suivi une tendance amorcée avec le mouvement des combattants en Afghanistan et en Irak durant les dernières décennies.²³ Les vétérans de ces conflits ont souvent joué un rôle en exhortant les jeunes volontaires à faire le même voyage. Les réseaux de recrutement ont profité des réseaux salafistes jihadistes préexistants bien établis, mais aussi des centres de militantisme localisés. Ces derniers se trouvent souvent dans des zones historiquement marginalisées marquées par une histoire de dissidence et d'aliénation par rapport à l'Etat central, où le rôle de l'économie informelle ou criminelle est fort et l'état de droit relativement faible.

Ansar el-Charia, le groupe salafiste-jihadiste le plus important à émerger en Tunisie après les soulèvements de 2011, a utilisé les contacts de son chef, Seifallah Ben Hassine (plus connu sous son nom de guerre Abou Iyadh), un jihadiste vétéran ayant des liens étroits avec les chefs d'al-Qaeda depuis son séjour en Afghanistan dans les années 1990 et qui a été l'ancien émir du Groupe combattant tunisien. Abou Iyadh a créé Ansar el-Charia peu après sa libération aux côtés de nombreux autres jihadistes à partir de janvier 2011, après que le premier gouvernement post-Ben Ali eut accordé une série d'amnisties. En effet, comme en Syrie et en Irak, les prisons étaient une source importante de réseautage et de recrutement au Maroc, en Libye et en Tunisie.²⁴

Tout comme les groupes liés à al-Qaeda dans d'autres régions, Ansar el-Charia a d'abord été sélectif dans son recrutement en Tunisie : il exigeait dix recommandations, ne promettait pas d'indemnisation et laissaient les recrues prendre en charge leurs propres frais. Il a recruté en grande partie pour le compte de groupes jihadistes ayant des mentalités similaires, généralement affiliés à al-Qaeda, notamment le Front al-Nosra. Etant donné la rigueur de la sélection, ces recrues étaient « peu nombreuses, mais de grande qualité ».²⁵

Ansar el-Charia (et des groupes similaires) pouvait plus facilement diffuser son message et chercher des recrues dans les provinces longtemps marginalisées du sud et de l'intérieur, par exemple dans des villes comme Ben Guerdane, à la frontière libyenne, où l'économie locale est dominée par la contrebande et où l'autorité de l'Etat est relativement faible, ou Sidi Bouzid, la ville intérieure où avaient démarré les manifestations de décembre 2010. De même, les périphéries urbaines des grandes

²³ Rapport spécial de Crisis Group N°1, *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda*, 14 mars 2016.

²⁴ Entretiens de Crisis Group, représentants marocains et tunisiens, responsables politiques libyens, septembre-décembre 2016. En Tunisie, un certain nombre de détenus jihadistes se sont également échappés de prison la nuit du départ de Ben Ali, en particulier de la prison de Borj Erroumi dans la ville du nord de Bizerte et de la prison de Borj El Amri, à Manouba (également dans le Nord). Quelques jours plus tard, plusieurs milliers de détenus pour terrorisme entre 2003 et 2010 ont été libérés dans le cadre d'une amnistie générale. Beaucoup avaient de l'expérience dans les zones de combat. Ces anciens détenus se sont organisés en petits groupes de discussion, recrutant de jeunes Tunisiens (en particulier des étudiants et des chômeurs des régions pauvres). Ansar el-Charia est apparu en mai 2011 en partie comme un moyen d'unir ces groupes de discussion dans un réseau national.

²⁵ Entretien de Crisis Group, chercheur tunisien sur les combattants étrangers, Tunis, juin 2013.

viles, dont les habitants sont souvent originaires du Sud et de l'intérieur, sont une autre source importante de recrues.²⁶

Les groupes tels qu'Ansar el-Charia n'étaient d'ailleurs pas les seuls à considérer qu'il était facile d'opérer dans des quartiers défavorisés. Il y avait également d'autres filières de recrutement, plus diffuses, pour la Syrie. Après le soulèvement de 2011 et le pic de migration illégale vers l'Europe qui en a résulté, les réseaux criminels spécialisés dans la migration illégale ont commencé à diversifier leurs activités, recrutant des combattants pour des groupes non jihadistes en Syrie comme les brigades al-Farouq (*kataib al-farouq*) et la brigade des descendants de Saladin (*liwa ahfad Salaheldin*), tous deux associés à l'Armée syrienne libre. Ces recruteurs, qui ont par la suite tissé des liens avec certains des groupes jihadistes et des trafiquants d'armes opérant en Tunisie, auraient été payés 3 000 dollars par personne recrutée.²⁷ En un sens, la fermeture de l'Europe et les perspectives qui s'y amenuisaient ont permis à la Syrie d'émerger comme un autre « marché » pour les Tunisiens cherchant à améliorer leur sort, une tendance qu'ISIS exploiterait plus tard.

En Libye, les groupes jihadistes préexistants et les régions dans lesquelles ils opéraient sont une fois de plus mis sur le devant de la scène. Des détenus de groupes tels le Groupe libyen de combat pour l'Islam (GLCI, connu localement sous le nom *d'al-jamaa al-libiya al-muqatila*), un groupe jihadiste dont la direction comprend d'anciens combattants en Afghanistan, qui avaient participé aux combats durant la période du jihad antisoviétique et celle des talibans, ont été libérés pendant le soulèvement. La libération massive de prisonniers pendant et après le soulèvement de 2011 a permis à un réseau disparu de personnes enclines au jihadisme de réapparaître. Ce réseau a joué un rôle important dans le renversement du régime de Kadhafi, établissant souvent des relations avec des islamistes et des non-islamistes plus modérés dans le creuset du conflit de 2011 qui perdure à ce jour.²⁸ Les documents d'ISIS saisis montrent que Derna, dans l'est de la Libye, qui a longtemps été un bastion du GLCI et le site d'une insurrection manquée dans les années 1990, est la principale ville d'origine des combattants étrangers libyens.²⁹ De même, d'autres régions dont l'histoire est liée à l'activité jihadiste, comme Ajdabiya, Benghazi et Nawfiliyah, sont

²⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables de la sécurité tunisienne, avocats de prévenus dans des affaires de terrorisme, Tunis, janvier 2016. Les statistiques sur plus de 1 000 individus condamnés pour terrorisme entre 2011 et 2016 montrent que Sidi Bouzid est la deuxième plus grande ville d'origine des condamnés (138, après les 181 de Tunis, malgré une population de 127 000 contre 2 700 000 à Tunis). Pour autant, de telles statistiques minimisent le fait que la plupart des personnes arrêtées dans la région du grand Tunis viennent de sa périphérie, en partie parce que la police concentre ses efforts dans ces zones plutôt que dans les quartiers les plus riches de la capitale. Voir *Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires*, Centre tunisien pour les recherches et les études sur le terrorisme, Forum pour les droits économiques et sociaux (Tunis, 2016).

²⁷ Entretien de Crisis Group, chercheur tunisien sur les combattants étrangers, Tunis, juin 2013.

²⁸ Cela explique, par exemple, pourquoi les anciens chefs du GLCI tels qu'Abdelhakim Belhaj à Tripoli (qui a pris ses distances par rapport aux groupes jihadistes) y ont conclu des alliances avec des non-islamistes, ou comment la Choura des révolutionnaires de Benghazi a uni des opposants de l'opération Dignité du général Khalifa Haftar, qu'ils s'agisse de jihadistes, d'islamistes traditionnels ou de non-islamistes.

²⁹ Nate Rosenblatt, « All Jihad is local: What ISIS' files tell us about its fighters », *International Security*, juillet 2016.

devenues des lieux de recrutement privilégiés pour les combattants étrangers et, plus tard, des foyers de l'activité d'ISIS.

Des réseaux bien établis de Marocains qui avaient déjà combattu en Afghanistan ou en Irak ont encouragé des jeunes à leur emboîter le pas, recrutant une nouvelle génération de combattants étrangers. Les membres de la Coordination commune pour la défense des détenus islamistes (CCDDI), un groupe de plaidoyer créé par d'anciens détenus salafistes et jihadistes emprisonnés dans les années 2000, ont par exemple joué un rôle essentiel dans la constitution d'un réseau de recrutement destiné à ceux qui souhaitent se rendre en Syrie. Certains de ses membres, en particulier les anciens combattants d'Afghanistan ou d'Irak, ont été actifs dans le recrutement de jeunes combattants étrangers.³⁰

Un partisan d'ISIS qui avait été emprisonné pour avoir tenté de rejoindre le groupe a déclaré qu'il avait été inspiré par les générations antérieures de combattants étrangers, considérant que ce phénomène s'inscrivait dans une tradition de participation à des causes justes :

Le premier groupe s'est rendu en Syrie pour soutenir les populations opprimées après avoir assisté au massacre commis par Bashar al-Assad contre son propre peuple. La principale différence entre ceux qui sont allés en Afghanistan dans les années 1980 et la nouvelle génération est que [ces derniers] sont plus passionnés, et que beaucoup n'ont renoué avec la religion que récemment.³¹

Le rôle des groupes jihadistes préexistants est une des raisons pour lesquelles le recrutement était, dans un premier temps, particulièrement important dans le nord du pays : parmi les combattants étrangers marocains influents d'ISIS, beaucoup sont originaires de villes du nord comme Tanger, Tétouan, Fnideq ou al-Hoceima.³² La région, une zone essentiellement amazighe (berbère) qui tire son nom de la chaîne de montagnes du Rif, a une histoire marquée par l'activité jihadiste, par l'abandon de l'Etat et la contestation contre l'Etat.³³ Des groupes salafistes-jihadistes étaient

³⁰ Entretien de Crisis Group, membres du CCDDI, Rabat, 2013-2014. Jules Crétois, « Les salafistes marocains, une voix qui veut compter dans le paysage politique », *Middle East Eye*, 30 décembre 2016.

³¹ Entretien de Crisis Group, partisan marocain d'ISIS, par Facebook, septembre 2016.

³² Parmi les membres marocains les plus connus d'ISIS, c'est le cas de Mohammed Abu al-Baraa al-Maghribi (Tétouan, mort en août 2014), Abou Anas al-Andalusi (Fnideq), Abou Osama al-Maghribi (Fnideq, mort en mars 2014). Leur identité a été établie grâce à des vidéos de propagande d'ISIS et des éloges funèbres recueillis par Crisis Group à partir de forums jihadistes. Aziz al-Driyoushi, « من داعش » « أحياء المغرب المهمشة إلى أشرس مقاتلي », Deutsche Welle (arabe), 27 juillet 2014. Le cas du Rif jouant un rôle particulier dans le mouvement jihadiste moderne peut cependant aussi être exagéré. Voir Leela Jacinto, « Morocco's outlaw country is the heartland of global terrorism », *Foreign Policy*, 7 avril 2016; Mohammed Chtatou, « Morocco's Rif region is not an outlaw country and certainly not the heartland of global terrorism », *Morocco World News*, 20 avril 2016 ; Mohamed Daadaoui, « In defense of the Rif and the pitfalls of parachute journalism », *Huffington Post*, 11 août 2016.

³³ Le Rif a été le fer de lance de la résistance à la colonisation espagnole au début du XX^{ème} siècle (l'Espagne y conserve les enclaves de Ceuta et Melilla) ; il a été longtemps négligé par les autorités centrales, en particulier sous le règne du roi Hassan II ; il est le centre de la culture et du trafic du cannabis au Maroc ; il a une économie de contrebande prospère ; et reste une zone de contestation fréquente des autorités centrales. Depuis novembre 2016, les manifestations régulières pour le renforcement des investissements dans la région et contre la violation des droits de l'homme ont pris la forme d'un important mouvement, le *hirak*, qui a réuni des militants d'idéologies diverses. Voir

également établis dans les villes du nord. Par exemple, Cheik Omar al-Hadouchi et Cheik Mohamed al-Fizazi, d'éminents prédicateurs salafistes, jouent un rôle actif dans la propagation de l'idéologie jihadiste dans cette région depuis la fin des années 1990.

Pourtant, les origines régionales se sont diversifiées après l'émergence d'ISIS, ce qui illustre l'attrait du groupe au-delà des réseaux jihadistes préexistants. Les cellules de recrutement mises en place étaient beaucoup moins susceptibles d'être associées à al-Qaeda. Selon un analyste marocain, « c'est comme si, après 2014, al-Qaeda avait disparu pour être remplacé par ISIS ».³⁴ La prolifération de nouvelles cellules de plus petite taille indique une nouvelle activité jihadiste plutôt qu'une extension des réseaux préexistants, ce qui rappelle la tendance que l'on avait déjà pu observer entre 2011 et 2013. Cette tendance existe également dans d'autres pays, comme en Tunisie où le label ISIS a brièvement acquis un certain prestige auprès de la jeunesse urbaine. Le fait que les recruteurs d'ISIS n'exigeaient pas de connaissance ou de pratiques religieuses a également rendu le groupe plus accessible, moins « élitiste » que les groupes préexistants proches d'al-Qaeda.³⁵

Le lien entre la marginalisation régionale, la pauvreté, l'abandon par l'Etat, la petite délinquance et le recrutement jihadiste n'est ni évident ni direct.³⁶ Cependant, ces facteurs peuvent créer un environnement propice qui peut faciliter le recrutement, notamment si les conditions socioéconomiques sont perçues comme le résultat d'une injustice structurelle. Autrement dit, ce n'est pas la pauvreté en termes absolus qui pousse les individus à rejoindre un groupe jihadiste, mais plutôt la perception d'une pauvreté relative, interprétée comme étant le résultat d'un choix politique ou d'une injustice historique.

Il est frappant de constater que plusieurs régions du Maghreb qui ont fourni à ISIS un nombre de combattants étrangers supérieur à la moyenne ont des points communs, notamment la perception d'une pauvreté relative, une histoire de violence étatique ou de marginalisation par l'Etat et le fait que ces régions soient actuellement le lieu d'une contestation politique. Ce dernier facteur, l'existence d'une contestation politique, est essentiel et différencie ces régions des autres, qui peuvent subir des niveaux de marginalisation similaires, mais n'ont pas formulé de discours politique contre l'Etat (ou contre le gouvernement central) à ce sujet. Le nord du Maroc, le sud de la Tunisie et certaines régions de l'est de la Libye partagent ces caractéristiques. En d'autres termes, tout comme les zones de conflit offrent les conditions idéales pour le recrutement de groupes jihadistes, des zones où il existe un conflit politique profondément enraciné, même latent, prédisposent les habitants à rejoindre ces causes révolutionnaires.

« governor sacked as new violence hits Morocco province », *The New Arab* (alaraby.co.uk), 30 mars 2017.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, analyste de la lutte antiterroriste au Maroc, responsables de la sécurité, Rabat, janvier-février 2017.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, jeunes hommes, responsables de la sécurité, Tunis et banlieue de Tunis, 2014-2016. La vision selon laquelle ISIS est « moins élitiste » trouve également une résonance en Algérie et au Maroc. Entretien de Crisis Group, responsables de la lutte contre le terroriste, chercheurs, Alger et Rabat, septembre-décembre 2016.

³⁶ « Comme il y a davantage de pauvres dans ces régions, il est normal que nous y trouvions plus de jihadistes, mais il ne faut pas oublier que beaucoup viennent de milieux aisés et éduqués », note un ancien haut responsable tunisien de la sécurité à propos des provinces du sud. Entretien de Crisis Group, Tunis, février 2016.

III. ISIS cible le Maghreb

Au-delà de leur rôle dans le recrutement de combattants pour la guerre en Syrie, les opérations d'ISIS et de ses affiliés ont pris différentes formes, allant de la saisie et de la gouvernance de territoires en Libye à l'organisation d'une guérilla dans des régions montagneuses en Algérie et en Tunisie, en passant par une simple présence clandestine au Maroc. Dans tous ces pays, les groupes affiliés à ISIS ont planifié des attentats ciblant des civils, bien qu'aucun n'ait encore réussi au Maroc. Ils ont également adapté leur approche à des contextes politiques distincts : en Tunisie, par exemple, les affiliés d'ISIS ont cherché à perturber la transition, en exploitant l'insatisfaction à l'égard du rythme et de l'orientation de cette dernière ; en Libye, ils ont profité de la guerre et du chaos pour saisir des territoires. Les sections suivantes décrivent la présence et la tactique d'ISIS dans les quatre pays maghrébins.

A. Libye : la tête de pont

Le premier contact entre les pays du Maghreb et ISIS s'est fait par le phénomène des combattants étrangers, mais la décision d'ISIS de faire de la Libye sa première zone d'expansion majeure en dehors de l'Irak et de la Syrie a clairement démontré son intention d'étendre son califat à l'Afrique du Nord. Dans un essai de janvier 2015 diffusé en ligne, un partisan d'ISIS affirmant être en Libye a écrit :

En plus de la composition sociale harmonieuse de la Libye et du fait que 99 pour cent de [sa population] est composée de sunnites malékites, en dehors de la minorité d'Ibadhia, ce pays a été doté, par la grâce de Dieu, d'une position stratégique et d'un immense potentiel. Ce sont des éléments dont on pourrait tirer de grands bénéfices s'ils étaient efficacement exploités. Malheureusement, certains partisans ne reconnaissent pas l'ampleur de la scène libyenne, la prolifération dans le pays d'un arsenal varié, ses dimensions géographiques et son voisinage crucial. Il suffit de dire que la Libye est tournée vers la mer, le désert, les montagnes et six Etats : l'Egypte, le Soudan, le Tchad, le Niger, l'Algérie et la Tunisie.³⁷

Les divisions entre les gouvernements et les parlements rivaux ont joué un rôle crucial dans la stratégie d'expansion d'ISIS en Libye, du moins après la mi-2014. Le Congrès national général (le parlement élu en juillet 2012) et son gouvernement de salut national à Tripoli d'une part, et la Chambre des représentants (le parlement élu en juin 2014) et son gouvernement d'al-Bayda d'autre part, sont entrés en concurrence après août 2014 pour obtenir la reconnaissance de la communauté internationale. Aucun parlement n'a été soutenu par tous ses propres membres. Les efforts déployés par les Nations unies pour réconcilier les deux ont abouti à l'Accord politique libyen du 17 décembre 2015, qui prévoyait la création d'un Conseil présidentiel, une instance exécutive de neuf membres chargée de former un gouvernement d'accord national.

Le Conseil présidentiel a commencé à exercer ses activités à partir de Tripoli à compter de fin mars 2015, même si le gouvernement qu'il a nommé n'a pas encore été

³⁷ Charlie Winter, « "Libya: The Strategic Gateway for the Islamic State", Translation and analysis of IS recruitment propaganda for Libya », Quilliam Foundation, février 2015.

accepté par la Chambre des représentants comme l'exige l'accord. Cette concurrence entre les gouvernements rivaux, alors qu'aucun n'est réellement à même de gouverner efficacement, a ouvert une brèche dans laquelle ISIS s'est engouffrée en prétendant fournir certains attributs du pouvoir (ou du moins une forme de gouvernance élémentaire), en particulier dans les régions effectivement abandonnées par tous les gouvernements.

1. Derna et Benghazi

La phase d'expansion en Libye avait commencé plus tôt. Les membres de la brigade al-Battar, un groupe composé uniquement de Libyens qui se battaient en Syrie depuis 2012 et y avaient rejoint ISIS en 2013, ont commencé à revenir en Libye en 2014. Ils se sont principalement rendus à Derna, alors entre les mains de divers groupes islamistes dont certains jihadistes, notamment Ansar el-Charia. Les membres de la brigade al-Battar ainsi que les jihadistes locaux ont formé la Choura de la jeunesse islamique et prêté allégeance à ISIS en juin 2014.³⁸ Cet effort a été conduit par un agent irakien expérimenté d'ISIS, Abou Mughirah al-Qahtani (alias Abu Nabil al-Anbari), qui a recruté dans les rangs d'Ansar el-Charia et d'autres groupes déjà existants ainsi parmi les combattants étrangers qui s'étaient rendus en Libye pour s'entraîner avant d'aller en Syrie.

Alors que la branche libyenne émergente d'ISIS cherchait à s'imposer à Derna, la première ville libyenne dans laquelle s'est implanté le jihadisme, elle s'est heurtée à la résistance des groupes jihadistes rivaux ayant des liens informels avec al-Qaeda, ainsi que des milices non jihadistes regroupées sous la bannière de la Choura des révolutionnaires de Derna. Bien que la Choura de la jeunesse islamique et la Choura des révolutionnaires de Derna aient partagé des objectifs communs au niveau local, en particulier concernant la mise en œuvre de la charia par la création de tribunaux islamiques, elles ne sont pas parvenues à s'accorder quant à leur allégeance. Les membres de la Choura des révolutionnaires de Derna refusaient de reconnaître un califat en dehors de la Libye et restaient dans un cadre national plutôt que transnational. À l'été 2015, la Choura des révolutionnaires de Derna a conclu une alliance stratégique avec des officiers dissidents de l'Armée nationale libyenne (ANL) (dominante dans l'est de la Libye), a vaincu la Choura de la jeunesse islamique (dont ISIS avait pris la direction), l'a chassée de Derna et a continué à la combattre dans les régions environnantes.

Séparément, dès 2013, les jihadistes basés à Derna avaient commencé à planifier l'expansion d'un réseau qui s'étendrait aux villes de Benghazi, Syrte et Sabratha, devenus des pôles majeurs de l'activité d'ISIS dans les années qui ont suivi.³⁹ L'évolution d'ISIS en Libye s'est déroulée dans un contexte où les identités et les frontières entre les différents groupes étaient poreuses. Ansar el-Charia a joué un rôle essentiel dans ce processus en tant que principale filière de propagation d'ISIS, dans ce qui, plutôt qu'une fusion, pourrait être décrit comme une stratégie, plus ou moins fructueuse, d'infiltration et de reprise en main par les agents d'ISIS revenus de Syrie.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, résidents de Derna, juin-décembre 2014.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, résidents et activistes de Derna, 2013.

La transition de certaines branches d'Ansar el-Charia en branches ISIS s'est produite progressivement à partir de 2014, souvent à des rythmes différents selon le lieu. Elle a d'abord été contestée à Derna et Benghazi, car des éléments de Ansar el-Charia refusaient de prêter allégeance à ISIS, ce qui illustre l'approche plus pragmatique d'Ansar el-Charia, visible notamment dans sa collaboration étroite avec d'autres groupes dont des non-islamistes.⁴⁰ La Choura des révolutionnaires de Benghazi, créée en juin 2014 pour contrer les forces de l'Armée nationale libyenne (ANL) du général Khalifa Haftar qui avait fait serment de prendre le contrôle de Benghazi, est un exemple de cette alliance : elle rassemblait Ansar el-Charia (soupçonné d'être impliqué dans une série d'assassinats de personnalités de premier plan de la ville entre 2012 et 2014) et d'autres groupes armés (islamistes et non islamistes) qui avaient émergé en 2011. Le dirigeant d'Ansar el-Charia à Benghazi, Muhammad Ali al-Zahawi, était un des dirigeants de la Choura connu pour résister à la pression exercée pour prêter allégeance à ISIS. Sa mort en janvier 2015 (certains analystes et individus proches d'Ansar el-Charia pensent qu'il a été assassiné par ISIS)⁴¹ a permis à la faction proche d'ISIS de dominer Ansar el-Charia et, finalement, de l'absorber complètement.⁴²

Cette fluidité de la scène islamiste et révolutionnaire (*thuwwar*) permettra plus tard à Haftar de proclamer qu'il menait la lutte contre ISIS à Benghazi, et d'entamer la réputation de ses adversaires en les taxant de jihadistes. En effet, la stratégie d'ISIS consistant à infiltrer des groupes islamistes (voire des groupes non islamistes) déjà existants ou à les utiliser est un des éléments qui a permis à Haftar de clamer que tous les islamistes représentaient une menace. Cette affirmation s'est répandue auprès de nombreux Libyens et trouve un écho dans la rhétorique anti-islamiste présente dans l'ensemble de la région.⁴³

2. Syrte

Au début de l'année 2015, la branche libyenne émergente d'ISIS a ciblé ses efforts principalement sur Syrte et ses environs. Son premier grand acte public a, en effet, été l'exécution de 21 chrétiens égyptiens en janvier 2015 sur une plage près de Syrte ; de multiples vidéos de recrutement ont ensuite été publiées au cours des mois suivants.⁴⁴ A Syrte, son apparition au sein de groupes déjà existants, tels que le Comité suprême de sécurité en premier lieu, puis Ansar el-Charia, a été progressive et a oc-

⁴⁰ En 2013, un officier militaire pouvait encore qualifier les membres d'Ansar el-Charia de jeunes indisciplinés plutôt que d'extrémistes, conseillant le dialogue avec eux plutôt que la confrontation. Entretien de Crisis Group, responsable militaire, Tobrouk, septembre 2013.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, expert des mouvements islamistes libyens, Bruxelles, juillet 2017.

⁴² Aaron Y. Zelin, « The Rise and Decline of Ansar el-Sharia in Libya », Hudson Institute, 6 avril 2015.

⁴³ Haftar fait généralement l'amalgame et qualifie ses opposants politiques islamistes, en particulier les Frères musulmans, de groupes jihadistes. Voir par exemple « I want to cleanse Libya of Muslim Brotherhood: Haftar », Ahran Online, 20 mai 2014. Plus récemment, le gouvernement de l'Est, basé à al-Bayda, qui soutient Haftar, s'est fait l'écho de la rhétorique anti-Frères musulmans de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis et a salué l'inscription de plusieurs islamistes libyens qui seraient soutenus par le Qatar sur une liste de terroristes publiée par ces pays en juin 2017. Voir « Ghariani, Belhaj, Sallabi and BDB on Saudi terror list », *Libya Herald*, 9 juin 2017.

⁴⁴ Jason Pack, Rhiannon Smith et Karim Mezran, *The Origins and Evolution of ISIS in Libya*, Atlantic Council, juin 2017, p. 22-23.

culté l'ambition d'établir une branche d'ISIS.⁴⁵ Le Congrès général national (CGN), le parlement élu en 2012, a minimisé la préoccupation des habitants de Syrte qui voyaient croître la puissance des forces militantes dans leur ville, souvent parce que les différents groupes qui avaient pris le contrôle de Syrte en 2011 étaient des alliés du CGN. Par conséquent, les membres du CGN ont préféré fermer les yeux.⁴⁶ Un officier de l'opération Bunyan Marsous, l'effort dirigé par Misrata pour reprendre Syrte à ISIS en 2016-2017 et mené sous l'égide du gouvernement de Tripoli reconnu par l'ONU avec le soutien de la communauté internationale, a déclaré à ce sujet : « ISIS a profité de l'absence de l'Etat et de la rivalité entre les trois gouvernements. Ses membres ont pu entrer dans Syrte avec l'aide de personnes importantes au sein d'Ansar el-Charia ».⁴⁷

Le fait que la ville ait été négligée et laissée sans gouvernement, après la défaite infligée par les rebelles au régime de Kadhafi à Syrte, explique en partie pourquoi ses résidents ont souvent accueilli favorablement, dans un premier temps, les groupes islamistes radicaux qui étaient des précurseurs d'ISIS, même s'ils imposaient des règles strictes ou adhéraient à un discours jihadiste. Les autorités locales avaient été démantelées, ce qui avait créé un climat d'insécurité. Les milices qui avaient d'abord pris le contrôle de la ville (venant principalement de Misrata) entretenaient de mauvaises relations avec les habitants. Dans ce contexte, des groupes plus militants leur ont fait miroiter la stabilité :

A partir de 2012, ils ont commencé à hisser le drapeau noir. Ils contrôlaient les mosquées, avaient de l'argent, arbitraient la réconciliation, ils n'avaient en fait aucun problème avec la population, ils étaient aimés. Nous n'avons pas de police, ni d'armée, ni d'institutions étatiques.⁴⁸

Les résidents de Syrte et des villes environnantes ensuite contrôlées par ISIS confirment que l'absence de forces de sécurité ayant de bonnes relations avec la population locale a grandement contribué à faciliter la prise de contrôle par le groupe. Dans de nombreux cas, ces villes se sont simplement rendues à ISIS ou ont négocié son entrée (parfois en échange de la libération de captifs) car ils ne voyaient pas d'autre issue.⁴⁹ Les forces d'ISIS n'ont d'abord infligé aucune mesure punitive contre les habitants ; ces mesures n'ont commencé qu'après l'arrivée, à la mi-2015, des membres d'ISIS déployées à Syrte depuis l'Irak et la Syrie qui ont alors appliqué les règles sévères en place à Raqqa et Mossoul.⁵⁰ De ce fait, aucune résistance organisée contre le groupe

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, résidents de Syrte et Ben Jawad, Misrata et Ben Jawad, octobre 2016.

⁴⁶ Entretien de Crisis Group, responsables politiques du GNC, Tripoli, 2015. Voir aussi Issandr El Amrani, « How much of Libya does the Islamic State control? », *Foreign Policy*, 18 février 2016.

⁴⁷ Entretien de Crisis Group, Reda Issa, porte-parole de l'opération Bunyan Marsous, Misrata, octobre 2016.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, membre du conseil local de Syrte, Misrata, octobre 2016.

⁴⁹ Entretien téléphonique de Crisis Group, résident de Nawfiliyah (près de Syrte), février 2016.

⁵⁰ Certains des hommes qui auraient dirigé ISIS en Libye seraient étrangers : Abou Mugir al-Qahtani (alias Abou Nabil al-Anbari), un Irakien, avait été le « gouverneur » de la province de Saladin en Irak, au nord de Bagdad. Il a été tué en novembre 2015 lors d'une attaque aérienne américaine à Derna. Abdel Qadr al-Najdi, un Saoudien, a joué un rôle de premier plan en 2015 et a lu le serment d'allégeance du groupe à ISIS à Syrte. Jalal al-Din al-Tounsi, un Tunisien, aurait pris la relève à la fin de 2016 et serait probablement mort lors des combats pour libérer Syrte. Moez Fezzani (alias

ne s'est manifestée avant qu'ISIS ne s'assure le contrôle de la ville et ne commence à mettre en œuvre des mesures plus drastiques.⁵¹

Les fonctionnaires des gouvernements concurrents de l'Est et de l'Ouest ont en grande partie échoué à résoudre la situation à Syrte avant qu'il ne soit trop tard.⁵² Cela s'explique notamment par le fait qu'ils n'ont pas pris la situation suffisamment au sérieux et ont eu tendance à croire les théories de la conspiration concernant l'apparition d'ISIS à Syrte (chacun pensant qu'ISIS était une création de son rival), mais aussi par le fait que rares étaient ceux qui voulaient se battre pour Syrte, un bastion des fidèles de Kadhafi. Les brigades de Misrata, la force militaire la plus proche de Syrte, étaient informées des changements dans la région à la fin de 2014 et au début de 2015, au moment où elles avaient lancé une offensive pour prendre le contrôle des installations pétrolières dans le golfe de Syrte dont le centre d'exploitation se trouvait à peine à quelques kilomètres d'une base d'ISIS à Nawfiliyah, mais elles avaient d'autres priorités. En outre, ces brigades de Misrata s'étaient retirées de Syrte en se fondant en partie sur le fait qu'elles n'auraient pas à faire face à ISIS, à moins que le gouvernement du salut national qu'elles appuyaient n'obtienne une reconnaissance internationale.

L'association de Syrte, lieu de naissance de Mouammar Kadhafi, avec l'ancien régime, a amené de nombreuses personnes à penser que certains de ses membres avaient formé le noyau dur d'ISIS. Cette hypothèse est peu convaincante : si les membres des tribus locales liées à Kadhafi ont rejoint le groupe, tout comme l'ont fait certains responsables de l'ère Kadhafi, beaucoup ont également résisté et de nombreuses recrues semblent provenir de groupes anti-Kadhafi.⁵³ ISIS a offert la

Abu Nasim), soupçonné de diriger la cellule ISIS à Sabratha dans l'ouest de la Libye, est tunisien. Entretiens de Crisis Group, journalistes, responsables politiques et militaires, Tripoli, Misrata et Rome, octobre-décembre 2016.

⁵¹ Les mesures mises en œuvre par ISIS comprenaient les cours obligatoires de propagande, les pendaisons et lapidations publiques des dissidents et des personnes considérées comme agissant contre des mœurs religieuses (notamment les prostituées et les adultères présumés). Un jeune homme a également été exécuté en étant jeté du toit du bâtiment le plus élevé de Ben Jawad après avoir été accusé d'homosexualité ; les résidents ont été contraints d'assister à cette exécution tout comme à la plupart des autres exécutions. Entretiens de Crisis Group, résidents de Ben Jawad, octobre 2016.

⁵² « Jusqu'en mars 2015, la vie était normale à Syrte. Il y avait des militants d'ISIS, mais ils ne contrôlaient pas toute la ville car certains membres des brigades de Misrata étaient toujours là. Ils ont ensuite commencé à cibler les policiers, les avocats ou les militaires, ces personnes devaient être tuées. Et ils ont ensuite organisé les châtiments corporels sur la place publique ». Entretien de Crisis Group, membre du conseil local de Syrte, Misrata, octobre 2016. En août 2015, ISIS a écrasé un soulèvement après le meurtre d'un prédicateur salafiste reconnu dans sa région de la tribu Ferjana. Aucun des gouvernements concurrents de la Libye, malgré les allégations selon lesquelles ils « libèreraient Syrte », n'a réagi au-delà de quelques frappes aériennes. Voir Jared Malsin, « ISIS re-establish their hold on Qaddafi's home town after crushing a rebellion », *Time*, 19 août 2015.

⁵³ Entretiens de Crisis Group, les dirigeants de l'opération Bunyan Marsous, Misrata, octobre 2016. Un membre du conseil municipal de Syrte a affirmé : « Lorsque la campagne d'assassinats a commencé, nous avons d'abord pensé que les cibles de ces assassinats étaient uniquement les *azlam* (derniers éléments du régime de Kadhafi), mais avons réalisé ensuite que des partisans de la révolution du 17 février étaient également tués. Au début, les *azlam* apportaient un certain appui à ISIS car ils considéraient le groupe comme une forme de résistance contre les forces du 17 février, mais ils ont pris progressivement leurs distances ». Entretien de Crisis Group, membre du conseil municipal de Syrte, Misrata, octobre 2016. De plus, dans les villes qu'ils contrôlaient, les affiliés d'ISIS ont également

possibilité aux fidèles, généralement ignorés après 2011, de prendre une nouvelle identité, et le groupe a peut-être été populaire au début auprès des résidents de Syrte qui avaient perdu leur statut après la chute du régime. Mais d'autres groupes ultra-conservateurs moins radicaux et aujourd'hui en pleine ascension, comme Madkhali Salafis (partisans d'un influent courant saoudien du salafisme), ont fait de même. La comparaison avec l'Irak, où les anciens baathistes ont doté ISIS de connaissances et de réseaux locaux, reste superficielle car la majorité des simples membres et des principaux dirigeants d'ISIS en Libye étaient des non-Libyens, selon les responsables de la sécurité libyenne et internationale.⁵⁴

Une fois solidement établi à Syrte (après être venu à bout de l'insurrection d'août 2015 contre son autorité), ISIS a mis l'accent sur trois modes de fonctionnement. Il s'est tout d'abord étendu lentement dans le golfe de Syrte, finissant par contrôler plus de 100 kilomètres de littoral à l'est de la ville, étendant son contrôle aux principaux carrefours à l'ouest, vers Misrata, et ciblant les infrastructures comme les centrales électriques et les stations d'eau. Cela incluait les attaques contre les puits de pétrole dans le « croissant du pétrole » au sud-est de Syrte, dont l'objectif était davantage de priver le gouvernement de revenus plutôt que de s'emparer des installations de production pétrolière.⁵⁵ Ayant établi cette zone de sécurité dans laquelle il pourrait opérer, ISIS a augmenté le nombre de ses membres en Libye, nombre qui a grimpé en flèche pour atteindre environ 4 000 à 6 000 membres en 2016 selon les estimations des services de renseignement occidentaux, qui semblent aujourd'hui exagérées.⁵⁶

ISIS a ensuite poursuivi les attaques dans l'ouest de la Libye visant à y déstabiliser les acteurs politiques et militaires, notamment à Misrata, et a continué à combattre l'armée nationale libyenne à Benghazi.⁵⁷ Il a également étendu son influence à Sabratha, à l'ouest, du moins jusqu'à ce que les Etats-Unis bombardent un camp d'entraînement le 19 février 2016, tuant des dizaines de combattants majoritairement tunisiens d'ISIS, soupçonnés d'être impliqués dans des attaques en Tunisie.⁵⁸

persécuté de nombreuses familles d'officiers militaires de l'ère Kadhafi en raison de leur affiliation à l'ancien régime qu'ils considéraient comme apostats. Entretiens de Crisis Group, résidents de Ben Jawad, Ben Jawad, octobre 2016.

⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, résidents de Syrte et représentants des services de renseignement libyens, Misrata, octobre 2016 ; représentant des services de renseignement européen, lieu non divulgué, mai 2017.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, résidents de Syrte, Ben Jawad, Nawfiliyah et Ras Lanouf, octobre 2016.

⁵⁶ « Department of Defense Briefing by Gen. David M. Rodriguez », département de la défense des Etats-Unis, avril 2016. Crisis Group avait alors alerté sur une tendance au gonflement des chiffres, estimant qu'un nombre inférieur (2 000 à 3 000 combattants) était plus réaliste. Voir Issandr El Amrani, « How much of Libya does the Islamic State control? », *Foreign Policy*, 18 février 2016.

⁵⁷ La première attaque soupçonnée d'être menée par ISIS dans l'ouest de la Libye était celle menée contre l'hôtel Corinthia à Tripoli le 27 janvier 2015, qui a fait dix morts dont cinq étrangers. La plus marquante a été celle menée contre les casernes utilisées par les forces de Misrata à Zliten le 7 janvier 2016, où au moins 50 soldats avaient été tués. ISIS a également mené une série de plus petites attaques contre les points de contrôle dans l'ouest de la Libye, visant ostensiblement à affaiblir le contrôle exercé par Misrata sur les routes menant à Syrte.

⁵⁸ La frappe visant Sabratha ciblait Noureddine Chouchane (alias Sabir), un ressortissant tunisien qui aurait été le cerveau de l'attaque de mars 2015 contre le musée du Bardo à Tunis. Voir Terri

Enfin, tirant profit de son brillant appareil de propagande, ISIS a cherché de nouvelles recrues en se décrivant comme une force militaire supérieure aux milices et en qualifiant les deux gouvernements libyens d'apostats ou d'agents à la solde de l'Occident. Son plan général, outre le renforcement de sa capacité militaire, semble avoir été d'affaiblir les gouvernements rivaux et de semer le chaos pour l'exploiter par la suite. Le fait que les gouvernements rivaux et les principales coalitions militaires qui les soutiennent se considéraient mutuellement comme une menace plus grave qu'ISIS a permis à ce dernier de poursuivre librement ses activités pendant environ dix-huit mois entre le début de 2015 et la mi-2016, période pendant laquelle seules les frappes aériennes américaines ciblées (à Derna, Ajdabiya et Sabratha) lui ont causé quelques revers.⁵⁹

3. Les efforts déployés contre ISIS en Libye

L'urgence, ressentie avec plus d'acuité par les puissances occidentales, de lutter contre la montée d'ISIS en Libye (amplifiée par la propagande d'ISIS et les attaques en Tunisie liées à la Libye) a été la principale motivation sous-tendant leur soutien à l'Accord politique libyen du 17 décembre 2015. Même si le consensus libyen sur l'accord n'était pas suffisamment fort, beaucoup espéraient que cela permettrait à un gouvernement uni de prendre la tête du combat contre ISIS et d'en appeler à un soutien international plus large. Cependant, au fur et à mesure que les divisions de la Libye minaient le tout jeune gouvernement d'« accord national », des actions distinctes contre ISIS étaient mises en œuvre.⁶⁰

A l'est, les actions déployées contre ISIS se sont concentrées sur Benghazi où l'armée nationale libyenne du général Haftar avait combattu la Choura des révolutionnaires de Benghazi, un groupement hétérogène d'islamistes et de non-islamistes qui avait conclu des alliances tactiques avec Ansar el-Charia et, plus tard, ISIS. L'ANL a finalement affirmé avoir expulsé la plupart des combattants de la Choura hors de la ville au début de l'année 2017, avec un appui extérieur. Ces opérations, menées dans le cadre de l'Opération Dignité, ont fait un grand nombre de victimes civiles, et les groupes de défense des droits de l'homme affirment que l'ALN a commis des crimes de guerre contre des membres de la Choura.⁶¹ Apposer à tous ses opposants l'étiquette d'ISIS était, de la part d'Haftar, à la fois inexact et profondément clivant ; cela a aggravé les fractures locales à Benghazi tout en conduisant vers les extrêmes des groupes qui auraient été susceptibles d'accepter une paix négociée.⁶²

Moon Cronk, « Strike on ISIL Camp Protected National Security, Pentagon Press Secretary Says », Actualités du département de la Défense des Etats-Unis, 19 février 2016.

⁵⁹ Certaines unités militaires de Misrata ont d'abord cherché à contenir l'expansion d'ISIS à Syrte, mais se sont finalement retirées de la périphérie de la ville, n'ayant pas réussi à obtenir davantage de soutien.

⁶⁰ « Statement on a Political Deal for Libya », Crisis Group, 12 décembre 2015 ; Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°170, *The Libyan Political Agreement: Time for a Reset*, 4 novembre 2016.

⁶¹ « Evidence Points to War Crimes by Libyan National Army Forces », Amnesty International, 23 mars 2017.

⁶² Le débat sur les brigades de défense de Benghazi (BDB), composées pour l'essentiel de combattants qui étaient auparavant affiliés à la Choura des révolutionnaires de Benghazi, qui ont été chassés de la ville, en est un bon exemple. En partenariat avec des alliés dans l'ouest de la Libye, y compris les

Au centre du pays, une coalition de milices issues principalement de Misrata a mené l'opération Bunyan Marsous pour libérer Syrte. La coalition dépendait de la direction officielle du Conseil présidentiel nouvellement formé, même si elle s'organisait en réalité de manière indépendante, en coordination avec les partenaires américains, britanniques et italiens.⁶³ Même si les forces de l'opération Dignité et de l'opération Bunyan Marsous combattaient en partie ISIS parce qu'elles se sentaient directement menacées par le groupe, il leur était également crucial d'obtenir un appui international : chaque partie se présentait donc comme un partenaire privilégié de la lutte contre le terrorisme.

L'opération Bunyan Marsous, qui a duré de juin à décembre 2016, a remporté une victoire couteuse en termes de vies humaines : 771 combattants morts et plus de 4 000 blessés. La majorité des victimes étaient de Misrata, dont les unités ont mené la plupart des combats au sol.⁶⁴ Le soutien aérien des Etats-Unis a joué un rôle fondamental dans ce succès, d'autant que la capacité des forces de Misrata à mener des frappes aériennes de précision était très limitée. Bien que le fait que l'opération ait été menée par les Libyens soit un signal fort, sa mise en œuvre a fait apparaître les limites des capacités de la plupart des milices : de nombreuses personnes ont perdu la vie inutilement que ce soit par négligence et du fait d'une mauvaise planification de la stratégie de guérilla déployée par ISIS pour se défendre : pièges, attentats-suicides, voitures piégées, etc.⁶⁵

La question est de savoir dans quelle mesure la situation à Syrte est tenable. Les circonstances de l'après-ISIS sont tendues : les groupes de Misrata restent dominants, mais contestés et les chefs des communautés locales souhaiteront probablement leur retrait à un moment donné ;⁶⁶ les forces de Misrata qui ont participé à l'opération Bunyan Marsous sont également attirées ailleurs et ont elles-mêmes des conflits de

partisans du gouvernement de l'Accord national soutenu par l'ONU, les BDB, que le gouvernement de l'est pro-Haftar accuse de sympathies jihadistes, ont mené de multiples attaques contre l'ANL dans le centre et le sud de la Libye dans le cadre de leur effort pour retourner à l'est. Le 20 mai 2017, elles ont participé à une attaque contre une base aérienne contrôlée par l'ANL à Brak Shati, au sud, qui a fait plus de 80 morts, dont des civils. Les responsables du gouvernement de l'Est disent que les BDB comprennent des combattants proches d'ISIS et d'al-Qaeda. Entretien de Crisis Group, Mohammed Dayri, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire basé à al-Bayda, Bruxelles, février 2017.

⁶³ Entretiens de Crisis Group, responsables de Bunyan Marsous, environs de Syrte et de Misrata, juillet-septembre 2016. Des responsables occidentaux, surtout des Etats-Unis, faisaient pression pour que Misrata – d'où émanait la force terrestre la plus efficace de Libye – prenne la tête de la lutte contre ISIS. « Les habitants de Misrata seront les Kurdes de Libye ». Entretien de Crisis Group, responsable américain, Washington, mars 2016.

⁶⁴ « Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations unies en Libye », Nations unies, 4 avril 2017.

⁶⁵ « Nous ne pensions pas que la guerre à Syrte serait à ce point violente, qu'ils seraient équipés de chars, de mitrailleuses lourdes, de mines, de fils tendus ou recourraient à des kamikazes. La moitié des combattants de Bunyan Marsous morts au combat ont été tués par des engins explosifs improvisés et des attentats suicides qui faisaient 25 à 30 victimes à la fois. Personne ne veut plus de guerre, nous en avons assez ». Entretien de Crisis Group, commandant de brigade de Misrata, Misrata, octobre 2016.

⁶⁶ « La population de Syrte voit Misrata comme l'Etat islamique : pas de système, pas de gouvernement, pas d'armée. Misrata n'instaure pas d'Etat. Ses combattants sont en tongs ». Entretien de Crisis Group, membre du conseil local de Syrte et comité de crise de Syrte, Misrata, octobre 2016.

loyauté ;⁶⁷ enfin, les efforts de déminage et de reconstruction n'avancent pas, du fait d'une mauvaise planification des suites de la défaite d'ISIS à Syrte, sans parler des programmes plus complets visant à faire face au traumatisme de la population ou des programmes de réinsertion et la réhabilitation dont devraient bénéficier les compagnons de route locaux d'ISIS qui s'étaient fondus à la population. Selon l'ONU, le plan d'après-conflit pour la ville souffre encore d'un « manque de ressources ».⁶⁸ A la mi-2017, les militants d'ISIS ont mené au moins trois attaques dans des zones situées au sud de Syrte.

4. ISIS après Syrte

Avant l'opération Bunyan Marsous, le nombre de membres d'ISIS dans la région de Syrte est estimé à près de 6 000, la moitié étant des combattants et l'autre moitié étant chargée de la logistique. Pourtant, moins de 2 000 de ses membres auraient été tués, ce qui laisse entendre que ces estimations ont été gonflées ou que beaucoup ont réussi à s'échapper. Cela dit, les informations recueillies à partir des corps déposés dans les morgues et des documents d'ISIS récupérés à Syrte indiquent que la grande majorité des membres d'ISIS à Syrte n'étaient pas libyens.⁶⁹

Parmi ceux qui se sont échappés, beaucoup seraient encore en Libye, se déplaçant en petits groupes et se concentrant dans le désert au sud-ouest de Syrte, près des villes qui étaient également des bastions kadhafistes comme Bani Walid, près d'Uweinat au sud-est, à Sabratha à l'ouest, ainsi que dans le sud.⁷⁰ Certains étrangers se sont dirigés vers leur pays d'origine.⁷¹ Dans de nombreux cas, les milices locales ne collaborent pas avec les évadés d'ISIS et les forces de Bunyan Marsous sont restées à Syrte plutôt que de les prendre en chasse.⁷² Même dans la région du golfe de Syrte, à

⁶⁷ Entretiens de Crisis Group, commandants et responsables de Bunyan Marsous, octobre 2016-mars 2017.

⁶⁸ « Rapport du Secrétaire Général sur la Mission d'appui des Nations unies en Libye », Nations unies, 4 avril 2017.

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur libyen chargé de la collecte des corps des combattants d'ISIS de Syrte, commandants de Bunyan Marsous, Misrata, octobre 2016. Seuls 450 corps devaient alors être identifiés. D'après un haut responsable des services de renseignement libyens, environ 70 pour cent des membres d'ISIS étaient étrangers. Il y avait principalement des Tunisiens, des Egyptiens, des Nigériens, des Tchadiens, des Maliens, des Erythréens et des Sénégalais, ainsi qu'un nombre plus réduit de Saoudiens, Yéménites, Qataris, Irakiens, Syriens, Français, Britanniques et Canadiens. De nombreux membres issus de l'Afrique subsaharienne étaient probablement des mercenaires ; à cet égard, ISIS n'est pas différent de nombreuses milices libyennes et fait largement appel à des francs-tireurs. Entretien de Crisis Group, Ismail Shukri, chef du renseignement militaire, Misrata, octobre 2016.

⁷⁰ « Ils ne transitent plus en convoi, mais par petits groupes ou seuls. Ils ont appris les leçons du passé ; s'ils viennent en grands convois, ils seront bombardés ». Entretien de Crisis Group, Jamal Triki, commandant de la Troisième Force de Misrata, Sebha, mars 2017.

⁷¹ « Les Tunisiens se sont dirigés vers l'ouest et se trouvent en grande partie autour de Sabratha, bien qu'ils n'y soient pas concentrés, ils ont tiré des leçons de la frappe américaine. C'est très inquiétant pour les Tunisiens et les Algériens. Les Soudanais sont retournés vers le Soudan. D'autres vivent en petits groupes dans la région de Syrte ». Entretien de Crisis Group, haut responsable des services de renseignement européen, lieu tenu secret, mai 2017.

⁷² Un officier de l'armée à Sebha a déclaré : « Parfois, nous voyons passer dix voitures d'ISIS, mais personne ne les arrête. Personne ne veut la bagarre, cela n'en vaut pas la peine ». Entretien de Crisis Group, officier de l'armée, Sebha, mars 2017.

proximité des forces de Bunyan Marsous ou de l'ANL, de nombreux membres locaux d'ISIS sont simplement retournés au sein de leur communauté où les tribus locales pourraient leur demander de rendre des comptes. Un haut responsable du renseignement européen confirme cette hypothèse :

Ce que nous avons vu jusqu'à présent, c'est qu'ISIS à Syrte s'est scindé en fonction de ses composantes. Les Libyens se sont fondus dans le décor, au sein de leur communauté et font profil bas. Nous avons été surpris de ne déceler que des traces d'un nombre très limité d'entre eux se dirigeant vers le Niger et le Mali. Nous avons craint qu'ils s'y rendent pour faire part de leur expérience aux habitants, mais nous pensons que le nord du Mali n'est pas une zone sûre pour les jihadistes, la France y est très active et c'est donc difficile pour eux. En outre, ils n'ont aucun lien particulier avec les causes maliennes ni avec les rivaux d'al-Qaeda au Maghreb islamique qui ne les accueilleraient peut-être pas les bras ouverts. La plupart des membres d'ISIS ayant fui Syrte se contentent donc de faire profil bas.⁷³

B. Tunisie : discréditer les politiques démocratiques

Si l'anarchie croissante de la Libye après le déclenchement des hostilités entre les milices rivales en 2014 a permis de recréer la stratégie visant à exploiter le chaos qu'ISIS avait réussi à mettre en œuvre en Irak et en Syrie, en Tunisie, le groupe a cherché à saper la fragile transition en cours et les politiques axées sur le consensus. Le contexte régional a été marqué par deux éléments qui ont eu un grand écho dans le pays : d'une part, la montée d'ISIS et son violent message révolutionnaire ; d'autre part, la polarisation islamiste-laïque et, si l'on s'en tient au discours jihadiste, l'échec de la stratégie des islamistes pragmatiques à participer à la politique électorale, comme en témoigne le coup d'Etat de juillet 2013 contre le président des Frères musulmans en Egypte. La décision d'An-Nahda de réprimer Ansar el-Charia en août 2013 et, plus tard la même année, de poursuivre les négociations avec ses adversaires laïques, dont d'anciens membres du régime antérieur, aboutissant à la fin de l'année 2014 à l'élection de Beji Caïd Essebsi, un pilier de l'establishment, au poste de président, a fourni aux jihadistes des cibles faciles.

Les vidéos produites par ISIS (ainsi que les groupes jihadistes sous la bannière d'al-Qaeda, comme la brigade d'Oqba Ibn Nafa opérant dans l'ouest du pays et composée en partie des éléments les plus radicaux d'Ansar el-Charia) en 2014-2015 l'indiquent clairement ; elles qualifiaient Essebsi d'agent au service des intérêts occidentaux et le chef d'An-Nahda, Rached Ghannouchi, d'infidèle. Elles prônaient le renversement par la violence des institutions démocratiques mises en place depuis 2011 et remettaient en question le consensus élaboré par les élites politiques.⁷⁴ Cela contrastait fortement avec ce que préconisaient la plupart des dirigeants d'Ansar

⁷³ Entretien de Crisis Group, haut responsable des services de renseignement européens, lieu tenu secret, mai 2017.

⁷⁴ « Dans toutes leurs vidéos, les membres tunisiens d'ISIS indiquent clairement les changements auxquels ils souhaitent assister en Tunisie. Ils attaquent An-Nahda et le président Beji Caïd Essebsi et condamnent le consensus politique entre eux. Ils disent vouloir mener des attaques en Tunisie une fois qu'ils auront consolidé leur position en Libye et parlent de créer une "armée africaine" qui attaquera la Tunisie ». Entretien de Crisis Group, chercheur, Tunis, février 2016.

el-Charia en Tunisie jusqu'au milieu de l'année 2013, qui essayaient d'éviter d'affronter l'Etat et ne percevaient pas la Tunisie comme une terre de jihad ; ils cherchaient, au contraire, un soutien populaire par le biais du prosélytisme et de l'action caritative.

S'appuyant sur un thème lancé par Ansar el-Charia, ISIS a mis l'accent sur les sentiments d'injustice ressentis par de vastes franges de la population, surtout celles des régions marginalisées et des périphéries urbaines pauvres qui se heurtent le plus souvent à la brutalité de l'Etat, à la corruption et à l'exclusion sociale.⁷⁵ Le groupe a fréquemment cité des cas de violence policière, en particulier à l'égard des islamistes et de leurs familles, ainsi que le mauvais traitement infligé aux membres d'Ansar el-Charia en prison. Tout cela, conjugué à l'appel d'ISIS à la violence en Tunisie, a contribué à diviser Ansar el-Charia entre une faction attentiste et une faction plus violente, même si les deux factions avaient des préoccupations communes. Pendant un certain temps, la position d'ISIS, et sa décision de ne pas cibler les civils musulmans et de se concentrer plutôt sur les services de sécurité et les étrangers, lui ont conféré une popularité du moins superficielle, car de nombreux Tunisiens aspiraient à la politique de table rase que prônait le groupe.⁷⁶

Si les attaques conduites aussi bien par ISIS que les groupes liés à al-Qaeda ont eu lieu depuis la répression menée contre Ansar el-Charia en août 2013 (dont certains membres se sont affiliés à l'une ou l'autre organisation), ISIS a mis plutôt l'accent sur des opérations spectaculaires ciblant les civils et les symboles de l'Etat. L'attaque perpétrée le 18 mars 2015 contre le musée du Bardo à Tunis (22 morts), l'attaque du 26 juin 2015 menée par un homme armé isolé dans une station balnéaire à Sousse (38 morts, tous des touristes étrangers) et l'attentat-suicide du 24 novembre 2015 contre un bus transportant des membres de la garde présidentielle à Tunis (douze morts) ont déstabilisé le gouvernement, mis en lumière les faiblesses des forces de sécurité, nui à l'économie et renforcé le sentiment que la Tunisie était au bord de l'effondrement.⁷⁷

L'attaque de novembre en particulier a clairement indiqué que les services de sécurité, déstabilisés et démoralisés par l'insurrection de 2011 et longtemps associés à la brutalité de l'ancien régime, n'étaient pas à la hauteur. Elle a marqué un tournant, suscitant une forte réaction des services de sécurité. De hauts responsables de l'ère de Ben Ali ont été nommés à des postes clés et le gouvernement a mis en place des méthodes policières beaucoup plus draconiennes, y compris l'instauration d'un état d'urgence. Il est difficile de déterminer le degré de coordination entre les diverses attaques, ou même l'existence d'une stratégie cohérente, même si l'hostilité au consensus entre An-Nahda et son rival séculier Nida Tounes était un message récurrent de la propagande d'ISIS.

⁷⁵ Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°50, *Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale*, 22 juin 2016.

⁷⁶ Entretiens de Crisis Group, résidents de quartiers à faible revenu, Tunis, 2015-2016.

⁷⁷ Si ISIS a revendiqué les trois attaques, celle contre le musée Bardo avait d'abord été revendiquée par la brigade Okba Ibn Nafaa, un groupe jihadiste opérant dans la région du mont Chambi, dans l'ouest de la Tunisie, qui a manifesté son soutien à ISIS et à al-Qaeda. Michaël Ayari, « Tunisia's Grand Compromise Faces its Biggest Test », commentaire de Crisis Group, 19 mars 2015.

L'opération la plus spectaculaire était cependant encore à venir. Le 7 mars 2016, les combattants d'ISIS ont tenté de s'emparer de Ben Guerdane, une ville située à la frontière avec la Libye. L'attaque semblait avoir été planifiée en Libye pour répondre à la frappe aérienne américaine sur un camp d'ISIS à Sabratha, situé à 170 kilomètres de Ben Guerdane, à l'ouest de la Libye. L'objectif d'ISIS semblait être de reproduire la stratégie de territorialisation pratiquée à Mossoul, Raqqa et Syrte et de conserver le contrôle de la ville. Le groupe cherchait également à exploiter les tensions locales entre l'establishment de la ville, la tribu étendue des Touazine qui maintient son emprise sur les réseaux de contrebande contrôlant l'économie locale, et les habitants plus pauvres.⁷⁸ Plus d'une soixantaine d'individus, pour la plupart des jihadistes tunisiens (un mélange de « revenants » de Libye et de sympathisants locaux) se sont emparés des axes majeurs, essayant d'amener les résidents à se joindre à eux et distribuant des armes avant de prendre d'assaut les bâtiments de la police locale et de la garde nationale.⁷⁹ Ils ont échoué après que les forces de sécurité ont envoyé des renforts ; 36 jihadistes, onze membres des forces de sécurité et sept civils ont été tués.

L'assaut contre Ben Guerdane a été un choc, mais le fait que les forces de sécurité aient rapidement repris la situation en main a renforcé leur confiance.⁸⁰ Les enquêtes ultérieures sur les attaques ont également permis le démantèlement d'autres cellules d'ISIS en Tunisie, ce qui a contribué à faire de Ben Guerdane un tournant : bien qu'ISIS ait revendiqué de nombreuses attaques de faible ampleur, ciblant surtout les forces de sécurité, il n'y a pas eu d'attaque majeure depuis lors.⁸¹ Pourtant, le fait qu'ISIS ait cherché à exploiter les divisions locales révèle bien la capacité du groupe à exploiter les tensions localisées.⁸²

Les mesures de sécurité vigoureuses prises par le gouvernement après les attentats de 2015 ont également soulevé des questions à plus long terme que la Tunisie devra aborder dans le cadre de sa transition démocratique. Elles ont surtout ravivé la polarisation entre les islamistes et les anti-islamistes, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'espace religieux et le débat sur le type de réforme du secteur de la sécurité qui reste à mettre en œuvre.⁸³

⁷⁸ « Ce qui s'est passé à Ben Guerdane était comparable à une guerre civile. Les résidents de Ben Guerdane qui ont rejoint ISIS ne sont pas des Touazine. Ces non-Touazine ont gravi les échelons des réseaux de contrebande dans les années 2000 et surtout après 2011. La plupart proviennent des contreforts à la limite de la province de Beni Gedeche. Ce sont les Touazine qui ont montré à l'armée où se cachaient les terroristes ». Entretien de Crisis Group, géographe spécialisé dans le sud de la Tunisie et la Libye, Tunis, octobre 2016.

⁷⁹ « Ils ont immédiatement commencé à installer des points de contrôle et nous interrogeaient, nous demandant notre profession, si nous savions utiliser des armes, si nous nous joignons à eux, demandant aux chauffeurs de taxi s'ils louaient leurs voitures et dans l'affirmative, leur promettant que sous leur férule il n'y aurait ni usure ni corruption ». Entretien de Crisis Group, résident de Ben Guerdane, Tunis, mai 2016.

⁸⁰ « La frappe aérienne américaine sur Sabratha a accéléré les plans pour l'attaque de Ben Guerdane, mais la planification était déjà en cours. C'était bien préparé. Ils avaient des soutiens dans toute la ville. Nous pensons que 300 à 500 sympathisants les ont soutenus à Ben Guerdane ». Entretien de Crisis Group, responsable des services de renseignement européens, lieu tenu secret, mars 2016.

⁸¹ Entretien de Crisis Group, avocat, Tunis, août 2016.

⁸² Entretien de Crisis Group, géographe spécialisé dans le sud de la Tunisie et la Libye, Tunis, octobre 2016.

⁸³ Briefing de Crisis Group, *Violence jihadiste en Tunisie*, op. cit.

C. Algérie : les dissidents d'AQMI

Les jihadistes qui ont prêté allégeance à ISIS et opèrent en Algérie étaient principalement issus de groupes préexistants auparavant affiliés à al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI). Ce sont les survivants de la « décennie noire » des années 1990 qui s'étaient réfugiés pour la plupart dans les zones montagneuses de la Kabylie et de l'est de l'Algérie.⁸⁴ A ce jour, seuls deux de ces groupes ont déclaré leur fidélité à ISIS et, dans l'ensemble, seul un nombre relativement faible d'Algériens sont membres d'ISIS ; si certains ont encouragé les attaques dans leur pays d'origine à partir de la Syrie,⁸⁵ seuls quelques individus en Algérie même, probablement moins d'une centaine,⁸⁶ ont prêté attention à la demande d'allégeance d'ISIS. Somme toute, les responsables de la sécurité s'inquiètent davantage de la présence d'ISIS dans leur voisinage que chez eux.⁸⁷

Dans une certaine mesure, cela reflète les mesures prises par l'Algérie après le signal d'alarme de janvier 2013, lorsqu'al-Mourabitoun, un groupe jihadiste dirigé par d'anciens membres algériens d'AQMI, avait attaqué le complexe de gaz naturel d'In Amenas à Tiguentourine, près de la frontière libyenne. Au lendemain de l'attaque, l'approche sécuritaire du pays a été entièrement repensée. Cela a finalement conduit à une restructuration des services de renseignement, le principal organisme chargé de la lutte antiterroriste.⁸⁸

Depuis Tiguentourine, des mesures ont été prises, notamment en ce qui concerne la surveillance des frontières. Nous ne pouvons pas exclure une attaque à grande échelle, mais la surveillance et la coopération avec la population locale sont de plus en plus approfondies. Contrairement aux pays voisins, nous ne sommes pas confrontés à une situation où les populations locales soutiennent les terroristes. Le nombre de troupes et de garde-frontières est important et la surveillance aérienne des frontières menée en coopération avec les acteurs internationaux est accrue. L'Algérie a appris les leçons des années 1990. Nous avons renforcé nos défenses pour nous immuniser contre la radicalisation. Tous les services de sécurité (police, gendarmes, services de renseignement) ont amélioré leur coordination et travaillent ensemble pour identifier les lieux (mosquées, prisons, etc.) et les techniques de radicalisation. Les prisons sont également mieux gérées. Les imams

⁸⁴ « ISIS en Algérie est uniquement composé de groupes qui existaient antérieurement dans le pays ». Entretien de Crisis Group, responsable régional de lutte contre le terrorisme, Alger, septembre 2016.

⁸⁵ Abou Hafs al-Djazairi et Abou al-Bara al-Djazairi, deux recrues algériennes d'ISIS, se sont engagés de livrer une « longue guerre » en Algérie sur leur route vers l'Andalousie. Voir « سندك كل من 2 يتناول على الجزائر و أبناء الجزائر », Facebook, 14 juillet 2015 ; Mohamed Berkani, « Daech déclare la guerre à l'Algérie et promet de reconquérir l'Andalousie », Géopolis, 15 juillet 2015.

⁸⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables algériens, diplomates étrangers, Alger, septembre-octobre 2016.

⁸⁷ « Les services de sécurité algériens semblent moins préoccupés par l'Algérie que par la Libye et la Tunisie. Ils disent que les groupes armés en Algérie sont sous contrôle, c'est l'impact de la Libye et de la Tunisie qui les inquiète, car ces deux pays ne sont pas sous contrôle ». Entretien de Crisis Group, Djallil Lounnas, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de Montréal, Alger, septembre 2016.

⁸⁸ Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°164, *L'Algérie et ses voisins*, 12 octobre 2015.

qui y vont sont désignés par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs et les chefs radicaux sont isolés, de sorte qu'ils ne peuvent pas faire de prosélytisme.⁸⁹

Depuis lors, les services de sécurité algériens n'ont pris aucun risque. Lorsqu'en septembre 2014, Jund al-Khalifa, un groupe opérant dans les montagnes du Djurdjura, a annoncé son allégeance à ISIS et a revendiqué l'enlèvement et l'assassinat d'Hervé Gourdel, un touriste français, la réponse ne s'est pas fait attendre. Le chef du groupe, Abdelmalek Gouri, semblait essentiellement motivé par le désir de s'émanciper de la hiérarchie d'AQMI, ce qui fait écho aux précédents différends entre les dirigeants de groupes liés à al-Qaeda qui ont abouti à la formation de mouvements dissidents au cours des deux dernières décennies.⁹⁰ Le meurtre de Gourdel a suscité une réaction violente des services de sécurité ; Gouri a été tué en janvier 2015 et à la fin de la même année, la plupart des 50 membres de Jund al-Khilafa auraient été tués ou arrêtés.

Un autre groupe, Katiba al-Ghuraba, a annoncé sa création en juillet 2015 dans les villes orientales de Constantine et de Skikda. Composé en partie de Katiba al-Ittissam, un groupe auparavant lié à AQMI, il a mené des attaques de relativement petite ampleur dans la région, ce qui avait alors suscité de nombreuses ripostes militaires. Aucun des groupes affiliés à ISIS ne constitue une grave menace pour l'Etat algérien, même si ceux qui viennent de l'est ont la possibilité d'acquérir une influence sur le commerce de contrebande avec la Tunisie ou de se réfugier dans ce pays.⁹¹ Ils ont néanmoins fait l'objet d'une tolérance zéro de la part des autorités, ce qui a contrasté avec leur position antérieure de laisser ouverte la possibilité d'amnistie pour les groupes qui déposent leurs armes.⁹²

D'une manière générale, l'Algérie a mis en œuvre une stratégie en trois volets : le déploiement massif des forces contre les groupes militants ; l'omniprésence des forces de sécurité (les rangs de la police en particulier se sont considérablement élargis au cours de la dernière décennie) ; et, notamment grâce à la Concorde civile, une politique de réconciliation nationale qui a accordé l'amnistie aux insurgés islamistes et leur a permis, en contrepartie de leur abandon de la politique, de s'engager dans un activisme social conservateur.⁹³ L'émergence d'ISIS a abouti à l'ajout d'une

⁸⁹ Entretien de Crisis Group, haut responsable algérien de la lutte antiterroriste, Alger, mars 2017.

⁹⁰ « Les plus âgés d'ISIS sont ceux qui ont été discrédités au sein d'AQMI, ou ceux qui aspiraient à un poste chez AQMI, mais ne l'ont pas obtenu ». Entretien de Crisis Group, responsable régional de la lutte contre le terrorisme, Alger, septembre 2016. Le passage d'AQMI à ISIS peut aussi laisser supposer que les groupes affiliés à AQMI s'essoufflaient. « AQMI a des problèmes majeurs de recrutement en Algérie, le groupe n'est plus attrayant, du moins plus autant qu'avant. Il est en mesure d'entretenir environ 200 à 300 combattants, mais il est quand même en difficulté. Si on tue 50 ou 60 combattants, le groupe ne peut en remplacer que 30 ou 40 ». Entretien de Crisis Group, Djallil Lounnas, chercheur, Alger, septembre 2016.

⁹¹ Salima Tlemçani, « Drogues, carburants et trafic d'armes à Bir El Ater », *El Watan*, 11 mai 2017.

⁹² « Au cours des six derniers mois, 150 terroristes ont été tués. Les consignes étaient de tuer, de ne pas faire de prisonniers. Donc, si on veut se rendre, on peut quand même le faire, mais l'accent est maintenant mis sur la force. De plus, le gouvernement ne risque pas grand-chose en pourchassant ces groupes marginaux postés au milieu de nulle part sans le soutien des populations ». Entretien de Crisis Group, chercheur dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, Alger, septembre 2016.

⁹³ Cela fait l'objet de controverses. « L'Algérie a fait le choix d'avoir un islam social plutôt qu'un islam politique, et nous avons permis toutes sortes d'agressions contre les libertés individuelles telles que la liberté de culte ou la liberté vestimentaire. Bientôt celles d'entre nous qui ne portent

quatrième dimension, l'accent mis sur la cybersécurité et le recrutement de jihadistes en ligne.

Dans l'ensemble, le sentiment des responsables et de nombreux analystes est que cette stratégie, quoiqu'imparfaite et souvent critiquée pour avoir soustrait les militants et les forces de sécurité de leurs responsabilités pour les meurtres et les enlèvements commis dans les années 1990, a fonctionné.⁹⁴ Le petit nombre de combattants étrangers algériens et le faible niveau d'activité d'ISIS dans le pays confirment cette analyse. Cela étant, les coûts élevés du maintien d'un dispositif de sécurité aussi imposant, en particulier le déploiement de milliers de troupes aux frontières avec la Libye, le Niger et le Mali, peuvent s'avérer prohibitifs, surtout compte tenu de la chute des prix du pétrole. Une autre préoccupation concerne la lutte potentielle pour la succession du président Abdelaziz Bouteflika, gravement malade depuis de nombreuses années. Cela pourrait alors provoquer des luttes internes au sein de l'appareil sécuritaire, bien que de nombreux analystes pensent que tout trouble serait temporaire et que l'armée garderait fermement le contrôle.⁹⁵

D. *Maroc : à l'abri pour l'instant*

Le Maroc est le seul pays maghrébin qui, à ce jour, n'a pas subi d'attentat d'ISIS, et ce malgré plusieurs tentatives signalées et les efforts de recrutement fructueux d'ISIS ; il est aussi le seul dont aucune partie du territoire n'est utilisée comme maquis (zone de sécurité isolée, souvent dans les zones montagneuses) par les groupes jihadistes.

Les explications varient. Le Maroc a déployé un vaste réseau de sécurité à travers le pays. Les frontières marocaines sont également très bien gardées, en particulier au Sahara occidental,⁹⁶ et Rabat a renforcé sa loi de lutte contre le terrorisme de 2003, en ajoutant des dispositions pour sanctionner les combattants étrangers, notamment des peines de prison allant de cinq à quinze ans et de lourdes amendes. De plus, comme l'Algérie, le Maroc croit avoir tiré les leçons des confrontations passées avec les groupes jihadistes. Depuis les attentats de Casablanca de 2003, le pays a amélioré ses services de police et de renseignement et, plus récemment, a commencé à traiter le problème de radicalisation dans ses établissements pénitentiaires.⁹⁷ Depuis 2014, pour répondre à l'émergence d'ISIS et à la dégradation de la situation en Libye, il a déployé des patrouilles conjointes de l'armée, de la gendarmerie et de la police, appelées *hadar* (vigilance) dans de nombreux lieux sensibles.

pas le voile seront en minorité. Ceux qui sont descendus du maquis ont imposé leurs lois. Ce sont des codes qui ont été imposés à la société et qui signifient que nous sommes ancrés dans un islam qui ne se manifeste pas nécessairement ; il est enraciné dans l'esprit des plus jeunes. Ils grandiront avec un discours de plus en plus haineux ». Entretien de Crisis Group, analyste politique, Alger, septembre 2016. Un tel sentiment est répandu chez les élites éduquées du Maghreb francophone.

⁹⁴ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires, analystes en matière de sécurité, septembre 2016-mars 2017.

⁹⁵ Ibid.

⁹⁶ « Ce sont peut-être les frontières les mieux gardées d'Afrique, et ce malgré la proximité d'une région du Sahel très troublée ». Entretien de Crisis Group, diplomate français, Paris, mars 2015.

⁹⁷ Mohamed Salah Tamek, « Morocco's Approach to Countering Violent Extremism », Washington Institute for Near Policy, 16 mai 2014.

Cette approche sécuritaire préventive, axée sur la professionnalisation des services de sécurité, a abouti en mars 2015 à la création d'un nouvel organisme gouvernemental, le Bureau central d'investigation judiciaire (BCIJ), qui accorde la priorité à la lutte contre le terrorisme et aux crimes transnationaux. Le BCIJ, qui, contrairement à d'autres agences de sécurité, communique régulièrement sur ses activités dans les médias locaux (qui l'ont baptisé le « FBI marocain »), affirme avoir démantelé plus de 40 cellules terroristes en 2015 et 2016 ; la plupart de ces cellules étaient petites (trois à neuf membres) et impliquées principalement dans le recrutement,⁹⁸ bien que les autorités estiment que certaines d'entre elles préparaient des attaques et avaient introduit clandestinement des armes depuis la Libye.⁹⁹ Le BCIJ a également contribué à l'arrestation de plusieurs personnes soupçonnées de terrorisme en Europe, notamment les auteurs des attentats de novembre 2015 à Paris.¹⁰⁰

Dans ce contexte de confiance, il y a au moins une raison de s'inquiéter : plusieurs des cellules démantelées d'ISIS se trouvaient dans la zone méridionale d'Agadir, une région qui n'était pas auparavant connue pour son militantisme. Cela laisse à penser qu'ISIS se propage dans des zones où d'autres groupes jihadistes n'y étaient pas parvenus.

⁹⁸ « Abdelhak Khiame : “Grâce au travail de nos équipes, plusieurs projets d'attentats ont pu être déjoués à travers le monde entier” », *Telquel*, 24 décembre 2016. Certains responsables marocains et leurs partenaires internationaux critiquent cette stratégie de communication fréquente sur la lutte contre le terrorisme tendant à exagérer le danger représenté et à créer un faux sentiment de confiance dans la capacité de prévention des attaques qui, comme on le voit en Europe, sont très difficiles à prévoir ou à anticiper. Entretien de Crisis Group, responsables des services de sécurité marocains et européens, Rabat, octobre 2016-juin 2017.

⁹⁹ « Terrorisme : Les armes saisies par le BCIJ ont transité via l'Algérie », *L'Economiste*, 29 janvier 2017.

¹⁰⁰ « Terrorisme : El Khayam, directeur du BCIJ, dit tout sur la coopération avec la France », *le360.ma*, 20 janvier 2016. Parmi les autres revendications, le BCIJ a déclaré que ses renseignements ont conduit au repaire utilisé par le meneur des attentats de Paris, Abdelhamid Abaaoud, et ont permis d'empêcher d'autres attaques en France et en Belgique.

IV. Leçons du passé, perspectives d'avenir

L'analyse des causes de la force relative d'ISIS dans diverses localités est, au mieux, une science inexacte. Il s'agit également d'une entreprise périlleuse : les conséquences peuvent être confondues avec les causes, et l'opportunisme local d'ISIS peut être pris pour une stratégie globale. De même, la prise de décision au sein d'ISIS, qui peut jouer un rôle important dans le choix de son implantation géographique, est opaque. De manière plus générale, comme l'a écrit Crisis Group dans son rapport, *Exploiter le chaos* :

Les causes de l'expansion [d'ISIS] défient toute description générique. Les modèles de radicalisation varient d'un pays à l'autre, d'un village à l'autre, d'un individu à l'autre. Les autocrates, l'exclusion politique, les interventions occidentales malheureuses, la mauvaise gouvernance, le verrouillage des modes d'expression politique pacifiques, la méfiance des périphéries délaissées vis-à-vis de l'Etat, le déclin de l'autorité des élites traditionnelles et le manque de perspectives de populations jeunes de plus en plus nombreuses ont tous joué un rôle Le prosélytisme de composants intolérants de l'islam a, par endroits, contribué à préparer le terrain. Les courants sectaires qui parcourent une grande partie du monde musulman sont à la fois renforcés par ISIS et lui apportent leur concours.¹⁰¹

Les gouvernements peuvent tirer des enseignements de certains comportements et de certaines pratiques. A cet égard, les résultats d'ISIS au Maghreb offrent un microcosme des tendances observées ailleurs : l'étroite relation entre conflit, instabilité et progression d'ISIS ; l'attrait de l'organisation auprès d'une population jeune et contestataire (même s'il s'agit seulement d'une petite minorité de cette population) qui se sent marginalisée, négligée et étouffée par les régimes ; sa capacité à tirer parti des réseaux non étatiques préexistants (qu'il s'agisse de réseaux jihadistes, criminels ou autres) et des échecs de courants islamistes plus pragmatiques et plus politiques ; et sa résilience et son adaptabilité à des circonstances variables et changeantes.

Les forces, mais aussi les limites des réponses étatiques axées sur la sécurité et le contrôle de la sphère religieuse, sont amplement illustrées dans l'expérience du Maghreb. Ces limites s'expliquent en particulier par le fait que les gouvernements ont souvent tendance à utiliser la répression dans les cas de contestation politique récurrente (portant sur la perception d'une corruption généralisée, les griefs socio-économiques ou le sentiment de marginalisation culturelle ou ethnique), et par le manque d'un mécanisme de médiation efficace entre les citoyens et les élites politiques. Enfin, si dans sa majeure partie le Maghreb (à l'exception de la Libye) a été épargné par certaines intenses rivalités géopolitiques et autre lutte régionale acharnée pour le pouvoir, il a été en mesure d'observer ce qui pouvait être accompli grâce à la coopération régionale, et ce qui faisait défaut sans elle.

A. *Conflit et chaos sont le terreau d'ISIS*

Les percées territoriales d'ISIS au Maghreb ont été, sans surprise, les plus prononcées en Libye – le seul pays où l'Etat s'est effondré. Comme l'a écrit Crisis Group :

¹⁰¹ Rapport de Crisis Group, *Exploiter le chaos*, op. cit., p. ii.

Au Moyen-Orient, en particulier, la progression des jihadistes résulte de l'instabilité plutôt qu'elle n'en est le moteur ; est causée davantage par la radicalisation durant les crises que par une situation préexistante ; et doit plus aux affrontements entre leurs ennemis qu'à leurs propres forces. Un mouvement jihadiste parvient rarement à se consolider ou à gagner du terrain en dehors d'une zone de guerre ou d'un Etat en déliquescence.¹⁰²

Cela a été le principal facteur de l'ascension d'ISIS au Maghreb et représente encore aujourd'hui la menace la plus grave pour cette région. En résumé, aucune réponse élaborée, cohérente ou unifiée ne peut être apportée en Libye dans la lutte contre ISIS tant que le pays reste aussi fragmenté qu'aujourd'hui. Or, il risque de rester fragmenté tant que les acteurs extérieurs, qu'il s'agisse des voisins directs ou des pays plus éloignés, se contredisent.¹⁰³ Paradoxalement, si la communauté internationale veut lutter contre le terrorisme, elle doit étendre ses efforts au-delà de la lutte contre le terrorisme. Avec la nomination d'un nouvel envoyé spécial des Nations unies, Ghassan Salamé, le moment d'un réexamen profond est venu.¹⁰⁴

Tout d'abord, comme Crisis Group l'a dit ailleurs, la communauté internationale doit prêter davantage attention à certains facteurs de fragmentation en Libye. Cela devra passer par une consolidation des efforts déployés pour que le processus de paix soit plus inclusif, par l'amélioration de son économie (notamment en veillant à ce que les plus fortes institutions économiques restantes, la National Oil Corporation et la Banque centrale de Libye, soient protégées des tentatives de contrôle des gouvernements rivaux) ; et par l'instauration d'un dialogue entre les principaux acteurs militaires et les milices rivales non jihadistes, garantissant leur participation à la négociation d'accords militaires dans le cadre d'un accord politique libyen révisé.

En second lieu, la communauté internationale devra veiller à ce que la victoire contre ISIS à Syrte soit consolidée et ne soit pas victime des dysfonctionnements de la Libye. Cela devra reposer sur un financement adéquat des plans de stabilisation et de reconstruction et sur une consultation des résidents locaux. De plus, si l'objectif est de s'assurer que les combattants d'ISIS qui ont quitté Syrte ne se regroupent pas ailleurs ou ne rejoignent pas les rangs d'autres milices, des interventions militaires limitées, telles que les frappes aériennes ne suffiront pas même si elles sont probablement nécessaires. Dans ce paysage fragmenté et dominé par les milices, il faudrait concentrer davantage d'efforts sur l'intégration des groupes qui risquent de devenir la proie de la stratégie d'infiltration d'ISIS, utilisée avec succès en 2014-2015, et sur leur participation aux processus politiques et aux initiatives de résolution des conflits plutôt que de les assimiler à des jihadistes.¹⁰⁵

La large étendue couvrant l'est de la Mauritanie, du Mali, du Niger, de la Libye, ainsi que le nord du Tchad et l'ouest du Soudan est confrontée à une gouvernance publique déficiente, voire inexistante. Cela ne signifie pas qu'elle n'est pas gouvernée ;

¹⁰² Rapport de Crisis Group, *Exploiter le chaos*, op. cit., p. ii.

¹⁰³ Rapport de Crisis Group, *The Libyan Political Agreement*, op. cit.

¹⁰⁴ Communiqué de presse de Crisis Group, « Crisis Group Welcomes Ghassan Salamé's UN Role in Libya », 23 juin 2017.

¹⁰⁵ Cela est particulièrement pertinent pour les milices qui risquent de sortir perdants de la situation actuelle et ont une certaine affinité idéologique avec l'islamisme radical, même si elles ne sont pas jihadistes.

dans de nombreux cas, les acteurs non étatiques comblent le vide.¹⁰⁶ ISIS et d'autres groupes jihadistes sont extrêmement mobiles, faisant preuve d'une capacité à couvrir tout l'espace de combat et se déployant essentiellement à l'aide des véhicules tout-terrain et équipés d'armes légères.¹⁰⁷ Le suivi et la prévention des déplacements des combattants d'ISIS à partir et à destination de la Libye devraient donc être une priorité. Si les pays voisins qui en ont les moyens agissent déjà, en particulier l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie, et d'autres, comme le Niger et le Mali, qui bénéficient d'un soutien international qui comble leur manque de ressources, le Tchad et le Soudan sont en revanche particulièrement exposés, en particulier depuis que des combattants et des mercenaires issus de certaines régions de ces pays (le nord du Tchad et le Darfour pour le Soudan) ont grossi les rangs des belligérants du conflit libyen.¹⁰⁸

B. Sécurité accrue

L'Algérie, le Maroc et la Tunisie affirment tous s'être engagés dans une approche holistique de la lutte contre le jihadisme qu'ils définissent comme axée sur l'inclusion, la lutte contre les inégalités socioéconomiques, l'amélioration des conditions de détention, la réalisation de campagnes de déradicalisation, etc.¹⁰⁹ Mais la réalité est différente. Dans la pratique, ils mettent principalement l'accent sur deux aspects : investir dans la sécurité et contrôler la sphère religieuse.

Crisis Group a soulevé des questions au sujet du programme de « lutte contre l'extrémisme violent (LEV) » et a souligné qu'il était risqué de présenter un fourre-tout de causes profondes pour expliquer un phénomène qui pourrait difficilement être plus répandu et aussi peu définissable. Il faut se garder d'établir un lien direct entre des facteurs tels que la pauvreté ou le sous-développement et le recrutement de jihadistes ; mener des mesures d'éducation ou de création d'emploi dans des zones marginalisées en les qualifiant d'activités de LEV risque de diluer l'action et de coller aux communautés une étiquette de jihadistes potentiels.¹¹⁰

Cela dit, il ne fait guère de doute que les groupes de jeunes particulièrement vulnérables et marginalisés constituent un vivier de recrutement pour ISIS, au Maghreb et ailleurs, et que leur sentiment anti-establishment les rend sensibles aux critiques formulées par les jihadistes à l'égard des régimes locaux corrompus. Les modalités de l'expansion d'ISIS, notamment en Tunisie et au Maroc, le confirment, ce qui montre qu'il faut prêter attention aux failles présentes et futures des pays maghrébins et s'attaquer à certaines des causes les plus évidentes du mécontentement. La corruption figure en haut de la liste dans la mesure où elle renforce le sentiment que les conditions socioéconomiques découlent des injustices structurelles.¹¹¹

¹⁰⁶ Rapport Afrique de Crisis Group N°227, *Le Sahel central : au cœur de la tempête*, 25 juin 2015.

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, haut responsable militaire américain, Washington, juin 2016.

¹⁰⁸ Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, « Tubu Trouble: State and Statelessness in the Chad – Sudan – Libya Triangle », Small Arms Survey, juin 2017.

¹⁰⁹ Dans le cas de la Tunisie, voir le Briefing de Crisis Group, *Violence jihadiste en Tunisie*, op. cit.

¹¹⁰ Rapport de Crisis Group, *Exploiter le chaos*, op. cit., Partie IV.D, p. 46-49.

¹¹¹ Sur le lien entre la corruption et l'exclusion socioéconomique régionale en Tunisie, voir le Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°177, *La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie*, 10 mai 2017.

C. *Contrôle du discours religieux par l'Etat ?*

La plupart des Etats de la région ont préconisé et, dans certains cas, mis en œuvre des politiques qui visent à faire émerger un islam soi-disant authentique et « modéré », à l'inverse de la vision présentée par ISIS et d'autres jihadistes. Décrits comme une « réforme de la sphère religieuse » au Maroc ou une « occupation de l'espace religieux » en Algérie, ces instruments constituent les piliers des politiques de contre-radicalisation, des mesures douces qui complètent les politiques de sécurité coercitives.¹¹²

La promotion du discours religieux dominant offre à l'Etat plusieurs avantages importants. Elle attire l'attention sur les espaces religieux officiels (mosquées et médersas) ; assure une meilleure surveillance de ces derniers ; et minimise le risque qu'ils soient utilisés comme centres de recrutement. Elle permet également aux régimes de promouvoir un discours non menaçant et de former ainsi que de coopter les responsables religieux qui acceptent sa légitimité. Dans cet esprit, le Maroc promeut une approche religieuse réformatrice qui recherche un « équilibre entre modernité et tradition »,¹¹³ et vise à mettre en œuvre chaque fois que c'est possible des réformes progressives, tout en assurant l'hégémonie d'un discours pro-monarchique où le rôle de « commandeur des croyants » du roi est largement accepté par les citoyens ordinaires et divers courants islamistes, y compris les anciens jihadistes. L'Algérie a également cherché à cultiver le sentiment pro-régime chez les confréries soufies et suggère que le soufisme, une tradition islamique mystique, est un antidote à l'extrémisme.

Néanmoins, cette approche présente des inconvénients. Ces pays ne font notamment rien pour répondre aux aspirations de ceux dont le message est plus militant et plus opposé à l'establishment ; en effet, au lieu de légitimer l'Etat, la cooptation du discours religieux risque de discréditer les chefs de file religieux traditionnels. C'est le cas, par exemple, lorsque les soufis sont utilisés par des personnalités politiques pour cautionner une réputation ou lorsqu'ils deviennent un prolongement des réseaux clientélistes du régime.¹¹⁴ Comme l'a déclaré un imam algérien, pour que ces efforts portent leurs fruits, « il doit y avoir une justice sociale, les populations doivent avoir confiance en leur gouvernement. Le discours religieux ne peut pas à lui seul résoudre le problème ».¹¹⁵

¹¹² Entretiens de Crisis Group, responsables politiques et responsables de la sécurité, Alger, Rabat et Tunis, septembre 2016-mars 2017. Un imam algérien a déclaré : « Nous devons travailler dans les mosquées parce que c'est là que tout commence ; et nous demandons aux autorités algériennes de mener une action qui comprenne l'école, la mosquée et la famille, car chaque école possède une association de parents d'élèves. C'est dans ce triptyque que nous devons œuvrer : famille, école, mosquée. Il faut occuper l'espace discursif ». Entretien de Crisis Group, imam algérien impliqué dans la stratégie de lutte contre la radicalisation, Alger, avril 2016.

¹¹³ Cette expression est couramment utilisée dans les déclarations officielles et les discours du roi Mohammed VI. Voir par exemple « Discours royal relatif à la restructuration du champ religieux au Maroc », 30 avril 2004, disponible sur le site web du ministère des Habous et des Affaires islamiques, www.habous.gov.ma.

¹¹⁴ Comme l'a déclaré une éminente personnalité religieuse algérienne en commentant la visite très médiatisée des sanctuaires soufis par un ancien haut responsable accusé de corruption, « cela donne aux wahhabites et aux terroristes matière à dire, regardez, tout est faux ». Entretien de Crisis Group, imam algérien impliqué dans la stratégie de lutte contre la radicalisation, Alger, avril 2016.

¹¹⁵ Ibid. Un auteur marocain a préconisé de mettre l'accent sur l'éducation plutôt que sur le discours religieux.

Les gouvernements ont tendance à ignorer cet aspect, or cela joue contre eux. Les groupes comme ISIS sont attrayants précisément parce qu'il s'agit de mouvements de protestation, dont les discours antigouvernementaux et anti-establishment font des émules, en particulier auprès des jeunes. Un « islam modéré » officiel, soutenu par le gouvernement, sera discrédité si le gouvernement qui l'appuie est perçu comme illégitime. Un incident récent au Maroc illustre ce constat : la décision du ministère Habous et des Affaires islamiques de faire condamner par un imam local un mouvement de protestation à Al-Hoceima, dans le nord du Maroc, a transformé un sermon du vendredi en une confrontation entre l'imam et un des chefs de file de ce mouvement. Cette confrontation a également été l'élément déclencheur d'autres troubles alimentés par des accusations peu convaincantes de la presse pro-gouvernementale selon lesquelles le mouvement de protestation s'inspirait d'ISIS.¹¹⁶

Dans la mesure où les discours radicaux et anti-establishment répondent à une réelle demande, les tentatives visant à imposer un discours religieux soutenu par l'Etat peuvent s'avérer contre-productives. C'est en autorisant et en protégeant l'existence d'un espace religieux plus inclusif et pluraliste que l'on pourra lutter contre l'attrait des groupes jihadistes violents. Le fait que les jihadistes se soient révélés à même de déployer un langage religieux contestataire et qu'ISIS en particulier ait accordé la priorité à une stratégie de recrutement davantage fondée sur une doctrine d'autonomisation ou d'avancement personnel que sur des bases théologiques, confirment cette analyse.¹¹⁷

D. *Collaboration régionale*

La coordination régionale est essentielle à la lutte contre ISIS sur deux principaux points : elle permet une coopération vitale en matière de sécurité et de renseignement et elle réduit le risque de guerres par procuration menées par différents pays qui risqueraient, à leur tour, de créer un environnement propice aux mouvements jihadistes.

En ce qui concerne le premier point, et compte tenu de la nature transnationale de la menace, la coopération en matière de sécurité est cruciale aussi bien entre les services de sécurité maghrébins qu'entre eux et le reste du monde. Bien que le cas de la Libye soit particulier à cet égard, d'autres pays maghrébins ont obtenu un soutien international relativement positif. La Tunisie a bénéficié d'une aide occidentale substantielle pour renforcer ses services de sécurité et son armée ; les services de renseignement marocains ont joué un rôle important dans la prévention et l'arrestation des auteurs d'attentats en Europe, notamment des attentats de novembre 2015 à Paris ; et l'Algérie collabore étroitement avec les services de renseignement occiden-

¹¹⁶ « Nasser Zefzafi attaque sur le terrain des valeurs religieuses », *Telquel*, 26 mai 2017; Tarik Qattab, « Quand Zefzafi se comporte comme Al Baghdadi en plein prêche du vendredi », *le360.ma*, 26 mai 2017.

¹¹⁷ « ISIS recrute sur Internet par le biais de ses membres tunisiens [dans les lieux contrôlés par ISIS]. Ils font de la propagande pour le groupe et disent à leurs voisins, à leurs familles, "Ici c'est formidable, j'ai un emploi, une femme, je peux prier en paix, les femmes sont autorisées à se voiler, etc.". Mais en réalité, ils sont payés lorsqu'ils recrutent quelqu'un, alors ils mentent et font paraître les choses mieux qu'elles ne le sont ». Entretien de Crisis Group, avocat tunisien spécialisé dans les affaires jihadistes, Tunis, 5 décembre 2016.

taux et africains pour surveiller la sécurité au Sahel.¹¹⁸ Cela dit, la coopération intra-régionale s'est avérée plus problématique.

La collaboration a été particulièrement fructueuse entre l'Algérie et la Tunisie, en particulier dans les zones montagneuses frontalières. Les deux pays sont confrontés à une menace commune, les groupes principalement liés à AQMI opérant dans l'ouest de la Tunisie ayant souvent un des chefs algériens et des liens solides avec des groupes originaires de l'est de l'Algérie. La Tunisie a besoin de l'aide algérienne, tandis que l'Algérie ne peut se permettre de voir un autre Etat affaibli à ses frontières. Par conséquent, l'Algérie a fourni des formations, des ressources et des renseignements à l'armée tunisienne et les deux pays ont effectué des opérations transfrontalières communes.¹¹⁹

Les relations entre l'Algérie et le Maroc sont plus conflictuelles en raison de tensions de longue date liées au Sahara occidental et à des différends frontaliers non résolus. Les deux pays partagent des informations, mais la coopération en matière de sécurité reste inégale. Les relations en matière de sécurité sont souvent établies de manière hostile : l'Algérie arrête et expulse des Marocains en prétendant qu'ils ont franchi illégalement la frontière pour rejoindre ISIS en Libye ; le Maroc dénonce le manque de coopération de son voisin oriental.¹²⁰ Cela conduit à une forme de collaboration minimaliste, comme l'affirme un responsable du contre-terrorisme algérien.¹²¹

Sur tous les points, le cas libyen est une sorte de contre-modèle, il montre à quel point l'absence d'une coopération régionale ou internationale cohérente peut être coûteuse. Pour commencer, les voisins de la Libye ne peuvent pas compter sur leurs partenaires libyens en matière de sécurité ou de lutte contre le terrorisme. Le gouvernement reconnu par l'ONU, basé à Tripoli, a un service de renseignement et un contrôle nominal sur les services de sécurité de l'Etat, mais dans la pratique, ces derniers sont entre les mains d'une myriade de factions armées. Par exemple, les forces de Misrata se sont imposées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, et elles ont joué un rôle de premier plan en éliminant ISIS à Syrte, mais leur portée s'étend rarement au-delà de leurs zones d'opération. Par conséquent, les voisins ont tendance à traiter avec les groupes armés les plus proches géographiquement : l'Algérie et la Tunisie avec un ensemble de milices de l'ouest de la Libye, l'Egypte avec des tribus et des milices de l'est alliées à Haftar, etc. Pour compliquer la donne, les groupes menacent implicitement de mettre un terme à la coopération si le pays voisin prend des mesures contre la contrebande lucrative à laquelle ils s'adonnent, qu'il s'agisse de carburants raffinés, fortement subventionnés en Libye ou de biens de consommation.¹²²

¹¹⁸ Rapport de Crisis Group, *L'Algérie et ses voisins*, op. cit.

¹¹⁹ Entretien de Crisis Group, haut responsable du contre-terrorisme algérien, Alger, mars 2017.

¹²⁰ Entretiens de Crisis Group, responsables algériens, Alger, 2014-2015 ; responsables marocains, Rabat, septembre-novembre 2016. Voir aussi « Abdelhak Khiame, patron du BCIJ, appelle l'Algérie à la coopération », ledesk.ma, 17 avril 2017.

¹²¹ « Rien n'est officiel avec le Maroc, mais nous avons un accord tacite : ne rien faire qui pourrait nuire à la sécurité ou à la capacité de lutte contre le terrorisme de l'autre. C'est une coopération négative, je ne fais rien contre vous, vous ne faites rien contre moi ». Entretien de Crisis Group, haut responsable de la lutte algérienne contre le terrorisme, Alger, mars 2017.

¹²² C'est particulièrement le cas pour la Tunisie, une destination majeure de la contrebande d'essence libyenne. Entretien de Crisis Group, haut responsable du ministère tunisien de l'Intérieur, Tunis, septembre 2016.

La question va au-delà du chaos dominant et de l'absence de contrôle de l'Etat sur une grande partie du territoire libyen. Le conflit actuel et la fragmentation du pays ont politisé la stratégie de sécurité, les informations et des conseils qui émanent du pays sont donc divergents, voire, dans certains cas, contradictoires. Chacun des gouvernements de la Libye et chacune des coalitions militaires quasi indépendantes et localisées géographiquement dispose de son propre service de sécurité et de sa propre liste de terroristes présumés. Un chercheur tunisien en matière de sécurité souligne :

Le gouvernement de Tripoli et le gouvernement pro-Haftar ont chacun fourni à la Tunisie de longues listes de jihadistes tunisiens. Les informations présentes dans ces listes divergent : chaque partie nous a fourni les noms de personnes réellement dangereuses auxquels elle a ajouté les noms de ses ennemis. Les autorités tunisiennes commencent à se rendre compte que ces listes sont erronées et finissent par ne plus y prêter attention.¹²³

Les voisins et la communauté internationale dans son ensemble ne sont pas en mesure de travailler efficacement avec la Libye, et, pire encore, ils ne parviennent pas non plus à travailler de concert les uns avec les autres. Conséquence des rivalités régionales : les différents pays soutiennent des factions adverses, ce qui pourrait constituer un nouvel obstacle à la lutte contre ISIS ou contre d'autres jihadistes. Ces rivalités sont particulièrement exacerbées entre, d'une part l'Egypte et les Emirats arabes unis qui soutiennent Haftar et son armée nationale libyenne et, d'autre part le Qatar et la Turquie, et elles pourraient s'intensifier dans le contexte de la crise qui a éloigné davantage Riad, Abou Dhabi et Doha.¹²⁴ Les acteurs internationaux devraient pour le moins faire preuve d'un plus grand respect pour l'embargo sur les armes mis en place par le Conseil de sécurité de l'ONU et qui a jusqu'à présent été transgressé.¹²⁵

E. *Penser l'après-ISIS au Maghreb*

L'élément le plus inquiétant n'est pas le retour des combattants étrangers maghrébins dans leur pays d'origine, une fois vaincus sur les territoires auparavant contrôlés par le groupe, mais plutôt leur départ pour d'autres théâtres d'opérations – en particulier d'autres conflits ou des zones où la gouvernance de l'Etat est faible. Lorsque des procédures de sécurité rigoureuses sont en place (comme en Algérie et au Maroc, mais aussi de plus en plus en Tunisie), les jihadistes d'ISIS sont revenus en très petit

¹²³ Entretien de Crisis Group, chercheur tunisien, Tunis, août 2016. Cela a été confirmé par un haut responsable des services de sécurité tunisiens. Entretien de Crisis Group, haut responsable du ministère tunisien de l'Intérieur, Tunis, septembre 2016.

¹²⁴ Joost Hiltermann, « Qatar punched above its weight. Now it's paying the price », *New York Times*, 18 juin 2017; Robert Malley et Jon Finer, « Fixing Trump's blunders on Qatar », *Washington Post*, 9 juin 2017.

¹²⁵ Le rapport de juin 2017 du groupe d'experts de l'ONU sur la Libye note que « les armements introduits dans le pays sont de plus en plus perfectionnés » et attire particulièrement l'attention sur l'acquisition par l'Armée nationale libyenne d'hélicoptères d'attaque et d'avions qui auraient été fournis par les Emirats arabes unis. Voir « Lettre datée 1^{er} juin 2017 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité », Conseil de sécurité des Nations unies, 1^{er} juin 2017, p. 22-36.

nombre et ont presque toujours été directement envoyés en prison.¹²⁶ En revanche, les jihadistes les plus endurcis sont plus susceptibles de chercher de nouvelles zones d'expansion. Pour les quelques centaines de combattants étrangers chassés de Syrie par exemple, trouver une nouvelle base en Libye même ou dans des Etats faibles plus au sud peut s'avérer plus séduisant que de retourner dans des Etats policiers où ils figurent souvent déjà sur les listes de personnes recherchées.

Bien qu'ISIS soit très affaibli, notamment en Libye, ses combattants survivants, dont beaucoup sont des opportunistes recrutés dans d'autres groupes, dans certains cas des mercenaires, sont formés au combat et bien placés pour continuer à se battre dans un contexte qui offre de nombreuses possibilités de combat et de faibles perspectives de réinsertion. En outre, même si ISIS disparaît, al-Qaeda et d'autres groupes qui y sont vaguement liés semblent avoir de nouveau le vent en poupe dans la région et pourraient être prêts à récupérer les anciens combattants d'ISIS.¹²⁷ Un responsable du renseignement européen a déclaré :

ISIS en Libye a été un échec, il ne s'est jamais vraiment enraciné et n'est jamais devenu un mouvement libyen. ISIS était importé de l'étranger, artificiel. Nous voyons donc une évolution d'ISIS – ils ont des méthodes d'action qui peuvent influencer d'autres, comme les attentats spectaculaires, mais le modèle de territorialisation d'ISIS ne fonctionnera plus. En attendant, al-Qaeda s'est mis à ressembler à ISIS, tandis qu'ISIS s'éloigne de la territorialisation, nous pourrions assister à une territorialisation d'al-Qaeda. Certains éléments portent déjà à croire que c'est le cas en Syrie.¹²⁸

En d'autres termes, le paysage jihadiste au Maghreb évoluera, même si son orientation, ses contours définitifs, ou encore la capacité des jihadistes à s'appropriier des territoires ou à recruter en grand nombre, restent incertains. Un observateur des groupes jihadistes en Afrique du Nord a déclaré : « ces groupes se distinguent par des désaccords tactiques et des appartenances différentes, mais il y a une certaine perméabilité entre eux et les individus vont et viennent de l'un à l'autre ». ¹²⁹ Le contexte des prochaines évolutions et en particulier l'existence ou non d'un conflit et de désaccords profonds dans la région détermineront si l'on sera confronté à une cinquième vague de jihadisme transnational ou aux derniers remous d'une quatrième vague déjà bien atténuée.

¹²⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables des services de renseignement européens et maghrébins, septembre 2016-mars 2017.

¹²⁷ Dominique Thomas, « Etat islamique vs. Al-Qaïda : autopsie d'une lutte fratricide », *Politique Etrangère*, 1:2016.

¹²⁸ Entretien de Crisis Group, haut responsable européen du renseignement, lieu tenu secret, mai 2017.

¹²⁹ Geoff Porter, « Terrorism in North Africa: An Examination of the Threat », Témoignage devant la Commission de la Chambre des représentants américaine sur la sécurité intérieure, sous-commission sur la lutte contre le terrorisme et le renseignement, 29 mars 2017.

V. Conclusion

Les pays maghrébins ont remporté des succès notables en luttant contre ISIS et en ralentissant sa progression par des moyens militaires et sécuritaires. Les combattants étaient nettement moins nombreux à rejoindre le groupe au cours des dernières années et sa capacité à mener à bien ses opérations a été réduite. Les revers militaires subis par ISIS au Levant et en Libye ont également atténué l'aura d'invincibilité qui constituait un élément fondamental de son attractivité en 2014-2015. Néanmoins, l'approche adoptée a surtout été une approche sécuritaire. Le choix de cette approche est compréhensible : le succès d'ISIS en Libye illustre sa capacité à exploiter un vide sécuritaire et ce vide doit donc être comblé d'une manière ou d'une autre. Mais en Libye comme ailleurs, l'attrait d'ISIS repose sur d'autres éléments, parmi lesquelles des politiques contradictoires et une marginalisation économique et sociale d'une frange de la population jeune qui considère que son sort est directement lié à la corruption de l'Etat et à l'injustice.

Que ce soit à Casablanca, à Tunis ou à Tripoli, un nombre infime, mais néanmoins significatif, d'individus a été attiré par ISIS en partie parce que certains le percevaient comme un groupe contestataire révolutionnaire et valorisant. Pour apporter une réponse plus radicale au statu quo et canaliser ces individus vers des moyens d'expression non violents, il faudra prendre des mesures qui vont au-delà de la répression, de la coopération régionale et extrarégionale en matière de renseignement ou de la réglementation du discours religieux (qui pourraient s'avérer contre-productives). Parmi les jeunes de la région, beaucoup se retrouvent économiquement, politiquement et socialement marginalisés à plusieurs niveaux, et coincés entre un statu quo sclérosé et des solutions violentes incertaines. Selon les circonstances, certains pourraient être attirés par les groupes jihadistes. Tout l'enjeu est de parvenir à canaliser cette énergie pour qu'elle ne soit pas investie dans des solutions violentes. Pour ce faire, les gouvernements devront aller au-delà des mesures de sécurité immédiates et prendre des mesures proactives pour répondre aux revendications et associer plus inclusivement ceux qui les ont formulées.

Rabat/Alger/Tripoli/Tunis/Bruxelles, 24 juillet 2017

Annexe A : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans dix autres villes: Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala City, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico City, Rabat, Sanaa, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, agence française de développement, le ministère allemand des affaires étrangères, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère française de la Défense, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Henry Luce Foundation, Humanity United, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Wellspring Philanthropic Fund.

Juillet 2017

Annexe B : Rapports et briefings sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Israël/Palestine

The Next Round in Gaza, Rapport Moyen-Orient N°149, 25 mars 2014 (aussi disponible en arabe).

Gaza and Israel: New Obstacles, New Solutions, Briefing Moyen-Orient N°39, 14 juillet 2014.

Bringing Back the Palestinian Refugee Question, Rapport Moyen-Orient N°156, 9 octobre 2014 (aussi disponible en arabe).

Toward a Lasting Ceasefire in Gaza, Briefing Moyen-Orient N°42, 23 octobre 2014 (aussi disponible en arabe).

The Status of the Status Quo at Jerusalem's Holy Esplanade, Rapport Moyen-Orient N°159, 30 juin 2015 (aussi disponible en arabe et hébreu).

No Exit? Gaza & Israel Between Wars, Rapport Moyen-Orient N°162, 26 août 2015 (aussi disponible en arabe).

How to Preserve the Fragile Calm at Jerusalem's Holy Esplanade, Briefing Moyen-Orient N°48, 7 avril 2016 (aussi disponible en arabe et hébreu).

Israel/Palestine: Parameters for a Two-State Settlement, Rapport Moyen-Orient N°172, 28 novembre 2016 (aussi disponible en arabe).

Irak/Syrie/Liban

Iraq: Falluja's Faustian Bargain, Rapport Moyen-Orient N°150, 28 avril 2014 (aussi disponible en arabe).

Flight of Icarus? The PYD's Precarious Rise in Syria, Rapport Moyen-Orient N°151, 8 mai 2014 (aussi disponible en arabe).

Lebanon's Hizbollah Turns Eastward to Syria, Rapport Moyen-Orient N°153, 27 mai 2014 (aussi disponible en arabe).

Iraq's Jihadi Jack-in-the-Box, Briefing Moyen-Orient N°38, 20 juin 2014.

Rigged Cars and Barrel Bombs: Aleppo and the State of the Syrian War, Rapport Moyen-Orient N°155, 9 septembre 2014 (aussi disponible en arabe).

Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict, Rapport Moyen-Orient N°158, 12 mai 2015 (aussi disponible en arabe).

Lebanon's Self-Defeating Survival Strategies, Rapport Moyen-Orient N°160, 20 juillet 2015 (aussi disponible en arabe).

New Approach in Southern Syria, Rapport Moyen-Orient N°163, 2 septembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Arsal in the Crosshairs: The Predicament of a Small Lebanese Border Town, Briefing Moyen-Orient N°46, 23 février 2016 (aussi disponible en arabe).

Russia's Choice in Syria, Briefing Moyen-Orient N°47, 29 mars 2016 2016 (aussi disponible en arabe).

Steps Toward Stabilising Syria's Northern Border, Briefing Moyen-Orient N°49, 8 avril 2016 (aussi disponible en arabe).

Fight or Flight: The Desperate Plight of Iraq's "Generation 2000", Rapport Moyen-Orient N°169, 8 août 2016 (aussi disponible en arabe).

Hizbollah's Syria Conundrum, Rapport Moyen-Orient N°175, 14 mars 2017 (aussi disponible en arabe et farsi).

Fighting ISIS: The Road to and beyond Raqqa, Briefing Moyen-Orient N°53, 28 avril 2017 (aussi disponible en arabe).

The PKK's Fateful Choice in Northern Syria, Rapport Moyen-Orient N°176, 4 mai 2017 (aussi disponible en arabe).

Afrique du Nord

L'exception tunisienne : succès et limites du consensus, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°37, 5 juin 2014 (aussi disponible en arabe).

La Tunisie des frontières (II) : terrorisme et polarisation régionale, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°41, 21 octobre 2014 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Elections en Tunisie : vieilles blessures, nouvelles craintes, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°44, 19 décembre 2014.

Libya: Getting Geneva Right, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°157, 26 février 2015 (aussi disponible en arabe).

Réforme et stratégie sécuritaire en Tunisie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°161, 23 juillet 2015 (aussi disponible en anglais).

L'Algérie et ses voisins, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°164, 12 octobre 2015 (aussi disponible en anglais et en arabe).

The Prize: Fighting for Libya's Energy Wealth, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°165, 3 décembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Tunisie : justice transitionnelle et lutte contre la corruption, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°168, 3 mai 2016 (aussi disponible en arabe).

Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°50, 22 juin 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

The Libyan Political Agreement: Time for a Reset, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°170, 4 novembre 2016 (aussi disponible en arabe).

Sud de l'Algérie : turbulences à l'horizon, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°171, 21 novembre 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord, N°177, 10 mai 2017 (aussi disponible en arabe).

How the Islamic State Rose, Fell and Could Rise Again in the Maghreb, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°178, 24 juillet 2017.

How Libya's Fezzan Became Europe's New Border, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°179, 31 juillet 2017.

Iran/Yemen/Golfe

Iran and the P5+1: Solving the Nuclear Rubik's Cube, Rapport Moyen-Orient N°152, 9 mai 2014 (aussi disponible en farsi).

The Huthis: From Saada to Sanaa, Rapport Moyen-Orient N°154, 10 juin 2014 (aussi disponible en arabe).

Iran and the P5+1: Getting to "Yes", Briefing Moyen-Orient N°40, 27 août 2014 (aussi disponible en farsi).

Iran Nuclear Talks: The Fog Recedes, Briefing Moyen-Orient N°43, 10 décembre 2014 (aussi disponible en farsi).

Yemen at War, Briefing Moyen-Orient N°45, 27 mars 2015 (aussi disponible en arabe).

Iran After the Nuclear Deal, Rapport Moyen-Orient N°166, 15 décembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Yemen: Is Peace Possible?, Rapport Moyen-Orient N°167, 9 février 2016 (aussi disponible en arabe).

Turkey and Iran: Bitter Friends, Bosom Rivals, Briefing Moyen-Orient N°51, 13 décembre 2016 (aussi disponible en farsi).

Implementing the Iran Nuclear Deal: A Status Report, Rapport Moyen-Orient N°173, 16 janvier 2017 (aussi disponible en farsi).

Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base, Rapport Moyen-Orient N°174, 2 février 2017 (aussi disponible en arabe).

Instruments of Pain (I): Conflict and Famine in Yemen, Briefing Moyen-Orient N°52, 13 avril 2017 (aussi disponible en arabe).

Annexe C : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno

Ancien Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe

Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi

Écrivain; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim

Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea

Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley

Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi

Membre, The Elders; diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus

Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeure « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger

Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir

Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva

Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe

Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana

Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitique ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Herman De Bode
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Alexander Soros
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Ian R. Taylor
White & Case LLP	Stephen & Jennifer Dattels	

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
(2) Anonymous	(2) Anonymous	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	David Jannetti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Faisal Khan
Chevron		Cleopatra Kitti
Edelman UK	Elizabeth Bohart	Michael & Jackie Lambert
HSBC Holdings plc	Eric Christiansen	Leslie Lishon
MetLife	Sam Englehardt	Virginie Maisonneuve
Noble Energy	The Edelman Family Foundation	Dennis Miller
RBC Capital Markets		The Nommontu Foundation
Shell	Seth & Jane Ginns	Brian Paes-Braga
	Ronald Glickman	Kerry Propper
	David Harding	Duco Sickinghe
	Rita E. Hauser	Nina K. Solarz
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheim	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache Fidan	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dalí ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Lakhdar Brahimi	Carla Hills
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell	Swanee Hunt
Gareth Evans Président émérite	Jorge Castañeda	Aleksander Kwasniewski
Kenneth Adelman	Naresh Chandra	Todung Mulya Lubis
Adnan Abu-Odeh	Eugene Chien	Allan J. MacEachen
HRH Prince Turki al-Faisal	Joaquim Alberto Chissano	Graça Machel
Óscar Arias	Victor Chu	Jessica T. Mathews
Ersin Arioğlu	Mong Joon Chung	Barbara McDougall
Richard Armitage	Pat Cox	Matthew McHugh
Diego Arria	Gianfranco Dell'Alba	Miklós Németh
Zainab Bangura	Jacques Delors	Christine Ockrent
Shlomo Ben-Ami	Alain Destexhe	Timothy Ong
Christoph Bertram	Mou-Shih Ding	Olara Otunnu
Alan Blinken	Uffe Ellemann-Jensen	Lord (Christopher) Patten
	Gernot Eler	Victor Pinchuk
	Marika Fahlén	Surin Pitsuwan
	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos